



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 44 du 31 décembre 2007*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- \* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- \* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 31 décembre 2007

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	768
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>768</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>768</b>
Service interministériel de défense et de protection civile .....	768
Extrait de l'arrêté n° 71/2007/SIDPC du 3 décembre 2007 portant agrément technique d'un dépôt d'artifices de divertissement .....	768
Bureau des affaires politiques .....	768
Extrait de l'arrêté du 27 novembre 2007 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 1 <sup>er</sup> janvier 2008 .....	768
Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2007 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 1 <sup>er</sup> janvier 2008 .....	768
Bureau de la communication .....	768
Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2007 - Annonces judiciaires et légales - Habilitation et tarifs pour l'année 2008 .....	768
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>769</b>
Bureau des réglementations .....	769
Extrait de l'arrêté du 13 décembre 2007 portant autorisation préfectorale n° 189 à monsieur Youssef EN-NOUYRY d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Nancy (54000), 26 rue Villebois Mareuil, sous la dénomination « NEWFAST SECURITE PRIVEE » .....	769
Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2007 portant autorisation préfectorale n° 190 à monsieur Alphons SOUMAH d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Vandœuvre-lès-Nancy (54500), 8 rue Jacquard, cadex 429, sous la dénomination « A.S. SECURITES » .....	769
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>769</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	769
Arrêté du 30 novembre 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Hussigny-Godbrange et Thil .....	769
Arrêté du 30 novembre 2007 prescrivant l'opposabilité du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Sancy, Trieux et Tucquegnieux .....	769
Département de Meurthe-et-Moselle - Commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur - Liste d'aptitude 2008 .....	770
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique .....	771
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 décembre 2007 concernant l'extension d'un supermarché à l'enseigne MATCH à Dombasle-sur-Meurthe - ZAC du Saulcy .....	771
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 décembre 2007 concernant la création d'un bâtiment commercial comprenant un magasin d'aménagement et de décoration de la maison à l'enseigne CASA et un magasin d'articles d'équipement de la maison à Fléville-devant-Nancy - ZAC de Frocourt .....	771
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 décembre 2007 concernant l'extension d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Vandœuvre-lès-Nancy - rue Aristide Briand .....	772
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 décembre 2007 concernant la création d'une boulangerie-pâtisserie formant ensemble commercial avec un supermarché à l'enseigne Soleil d'Orient à Dommartin-lès-Toul - ZAC du Jonchery .....	772
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières .....	772
Arrêté n° 07.BMSSE.135 accordant délégation de suppléance à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey .....	772
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>772</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	772
Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2007 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du bassin de Pompey .....	772
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>772</b>
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2007 approuvant les nouveaux statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy .....	772
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL .....</b>	<b>772</b>
Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2007 relatif à l'extension des compétences du syndicat intercommunal scolaire Maron-Sexey .....	772
Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2007 relatif à la modification des compétences de la communauté de communes des 3 vallées .....	772
Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2007 relatif à la modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire Allain/Ochey/Moutrot .....	773
Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2007 relatif à la dissolution du syndicat intercommunal de ramassage scolaire de Toul sud .....	773
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>773</b>
<b>AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>773</b>
Service actions et établissements de santé .....	773
Extrait de l'arrêté n° 8 du 14 décembre 2007 fixant la composition du conseil d'administration du SINCAL .....	773
Extrait de l'arrêté n° 23 du 20 décembre 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre psychothérapique de Nancy-Laxou .....	774
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST .....</b>	<b>774</b>
Division d'exploitation de Metz .....	774
Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-053 en date du 3 décembre 2007 portant réglementation de la circulation routière .....	774
Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-056 en date du 7 décembre 2007 portant réglementation de la circulation routière .....	775
Service politiques routières .....	775
Extrait de l'arrêté n° 2007/54/DIR-Est/SPR/001 du 30 novembre 2007 de déclassement de la RN2004 du PR 78+255 au PR 95+822 avec reclassement dans le domaine public départemental de Meurthe-et-Moselle .....	775
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>775</b>
Service solidarité autonomie .....	775
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 5201 / DISAS/SHD/n° 358 du 29 novembre 2007 autorisant l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Villerupt .....	775
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 5202 / DISAS/SHD/n° 359 du 29 novembre 2007 autorisant l'Association ADEF Résidences à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Lexy .....	775
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 5203 / DISAS/SHD/n° 364 du 7 décembre 2007 autorisant l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Homécourt .....	776
Service actions et établissements de santé .....	776
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 834/07 du 26 novembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-45 .....	776
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 840/07 du 29 novembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-81 .....	776
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 843/07 du 3 décembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice .....	777
libéral « LABORATOIRE DU VIEUX MOULIN » agréée sous le n° 12 - Autorisation n° 54-69 - Autorisation n° 54-81 .....	777
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 889/07 du 17 décembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale « LABORATOIRE DU GREMILLON » - Autorisation n° 54-81 .....	777
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 890/07 du 17 décembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale « LABORATOIRE DU VIEUX MOULIN » - Autorisation n° 54-69 .....	777
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 901/07 du 21 décembre 2007 portant inscription de la Société Civile Professionnelle d'Infirmiers et Infirmières DAVID - MERTZWEILLER - VERNADDET sise 13 bis rue Rivolet à Lunéville (54300) - Inscription n° 54-07-42 .....	777
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 5485 du 28 novembre 2007 autorisant la Société ORKYN' à Atton à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical .....	778
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 5619 du 14 décembre 2007 autorisant la Société AZ MEDICAL à Mont-Saint-Martin à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical .....	778
Service cohésion sociale .....	778

Extrait de l'arrêté n° 5271 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale – Foyer de la Libération – géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)	778
Extrait de l'arrêté n° 5311 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'adaptation à la vie active géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)	778
Extrait de l'arrêté n° 5312 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)	779
Extrait de l'arrêté n° 5313 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Point d'accueil et d'urgence sociale de Briey géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)	779
Extrait de l'arrêté n° 5314 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)	779
Extrait de l'arrêté n° 5315 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)	780
Extrait de l'arrêté n° 5316 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale – Foyer de Jeunes géré par l'association Clair Logis	780
Extrait de l'arrêté n° 5317 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy	780
Extrait de l'arrêté n° 5318 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy	781
Extrait de l'arrêté n° 5319 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALLETTE » géré par l'association Le Gîte Familial	781
Extrait de l'arrêté n° 5320 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'adaptation à la vie active « Ateliers 18 » géré par l'association Le Gîte Familial	781
Extrait de l'arrêté n° 5321 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (A.S.L.O.R.A.L.)	782
Extrait de l'arrêté n° 5322 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (C.E.F.R.)	782
Extrait de l'arrêté n° 5346 du 24 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Service ANTIGONE géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)	782
Extrait de l'arrêté n° 5511 du 26 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5322 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (C.E.F.R.)	783
Extrait de l'arrêté n° 5521 du 26 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5314 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)	783
Extrait de l'arrêté n° 5522 du 26 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5313 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Point d'accueil et d'urgence sociale de Briey géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)	783
Extrait de l'arrêté n° 5523 du 26 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5316 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale – Foyer de Jeunes – géré par l'association Clair Logis	784
Extrait de l'arrêté n° 5546 du 29 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5271 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale – Foyer de la Libération – géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)	784
Extrait de l'arrêté n° 5551 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5315 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)	784
Extrait de l'arrêté n° 5561 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5321 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (A.S.L.O.R.A.L.)	784
Extrait de l'arrêté n° 5562 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5317 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy	785
Extrait de l'arrêté n° 5563 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5318 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy	785
Extrait de l'arrêté n° 5564 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5319 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALETTE » géré par l'association Le Gîte Familial	785
Extrait de l'arrêté n° 5565 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5320 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'adaptation à la vie active « Ateliers 18 » géré par l'association Le Gîte Familial	786
Extrait de l'Arrêté n° 5628 du 10 décembre 2007 fixant pour l'année 2007 la dotation globale de financement de la structure « Lits Halte Soins Santé » gérée par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)	786
<b>Service solidarité autonomie</b>	786
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5335 du 7 décembre 2007 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Royaumeix	786
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5465 du 7 décembre 2007 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué	787
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5526 du 26 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royaumeix	787
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5527 du 26 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée à but non lucratif La Verrière à Villers-lès-Nancy	787
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5528 du 26 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Bayon	787
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5548 du 29 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Beau-Site" d'Haroué	788
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5549 du 29 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame de Bon Repos" de Maxéville	788
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5611 du 3 décembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée à but non lucratif La Verrière à Villers-lès-Nancy	788
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET</b>	789
<b>Service économie agricole et aménagement foncier</b>	789
Extrait de l'arrêté n° 07/360/DDAF/REMBT du 10 décembre 2007 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Bouxières-sous-Froidmont	789

Extrait de l'arrêté n° 07/361/DDAF/REMBT du 10 décembre 2007 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Boncourt.....	789
Extrait de l'arrêté n° 07/364 du 7 décembre 2007 relatif à la mise en œuvre de la prime herbagère agroenvironnementale 2 .....	790
Extrait de l'arrêté n° 2007/365 du 14 décembre 2007 définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle établies en application de l'article 8 du décret n° 2007-1705 du 3 décembre 2007 portant application du règlement (CE) n° 1782/2003 et modifiant le code rural .....	790
Service forêt, environnement et développement rural .....	791
Extrait de l'arrêté n° 2007/367 du 11 décembre 2007 prononçant une distraction du régime forestier - Centre hospitalier universitaire de Nancy .....	791
Décision du 18 décembre 2007 de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles, fixant la troisième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier pour la campagne 2007 .....	791
Service ingénierie - eau .....	791
Extrait de l'arrêté n° SIE-12-2007/DDAF/001 du 17 décembre 2007 portant établissement de servitudes sur fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'assainissement sur le territoire de la commune de Lupcourt .....	791
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>791</b>
Service aménagement, risques et urbanisme .....	791
Extrait de l'arrêté n° 10 DE 07 SARU/AJ du 26 novembre 2007 - Commune de Jaillon - Elargissement et aménagement de la route départementale n° 102 entre le carrefour sur le chemin rural dit "de la Croix" et "la Grande Rue" – Déclaration d'utilité publique .....	791
Service de l'habitat.....	792
Extrait de l'arrêté n° 07016./SHA-MC/DDE du 26 octobre 2007 portant approbation d'augmentation de capital de la SA EST HABITAT CONSTRUCTION par apports nouveaux.....	792
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>792</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>792</b>
<b>DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS .....</b>	<b>792</b>
Liste des associations de Meurthe-et-Moselle ayant reçu l'agrément jeunesse et éducation populaire après avis de la commission départementale du 28 novembre 2007 .....	792
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>792</b>
<b>CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU .....</b>	<b>792</b>
Avis de recrutement sans concours de 6 adjoints administratifs hospitaliers de 2 <sup>e</sup> classe du 14 décembre 2007 .....	792
<b>CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....</b>	<b>792</b>
Avis d'ouverture de concours sur titres de maîtres ouvriers du 27 décembre 2007 .....	792
<b>MATERNITE REGIONALE DE NANCY .....</b>	<b>792</b>
Avis de concours interne sur titres de maître ouvrier du 20 décembre 2007.....	792
<b>LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES</b>	
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	
<b>CABINET DU PREFET</b>	
Service interministériel de défense et de protection civile	
Circulaire du 4 décembre 2007 relative au plan VIGIPIRATE. Maintien de la posture et aménagement des mesures	
Circulaire du 6 décembre 2007 relative à la sécurité des canalisations de gaz	
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES</b>	
Bureau de la citoyenneté	
Circulaire du 12 décembre 2007 relative à l'organisation des élections cantonales et municipales des 9 et 16 mars 2008	
Circulaire du 12 décembre 2007 relative à la condition de délivrance et de renouvellement des cartes nationales d'identité	
Circulaire du 19 décembre 2007 relative à la révision des listes électorales pour l'année 2007-2008 au 10 janvier	
Bureau des réglementations	
Circulaire du 13 décembre 2007 relative à la réglementation relative à l'activité de conducteur de taxi	
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES</b>	
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	
Circulaire du 26 décembre 2007 relative à l'inventaire historique des anciens sites industriels de Meurthe-et-Moselle	
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES</b>	
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire	
Circulaire du 11 décembre 2007 relative aux subventions d'équilibre budgétaire 2007 suite à la tempête du 26 décembre 1999	

*Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.*

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Cabinet du préfet***Service interministériel de défense et de protection civile***Extrait de l'arrêté n° 71/2007/SIDPC du 3 décembre 2007 portant agrément technique d'un dépôt d'artifices de divertissement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : L'agrément technique d'un dépôt d'artifices de divertissement de moins de 2 tonnes de substance active, situé sur la commune de Piennes est délivré à la Société PYROLOR - ZAC de la Mourière, dans les conditions prévues par les textes susvisés.

**Art. 2** : Le dépôt est construit et aménagé conformément aux dispositions prévues dans la demande et ses annexes.

En outre :

- le timbrage de chaque poste : cellules de stockage zone(s) de dégroupage, aire de chargement/déchargement, doit être indiqué. Ce dernier est limité à 1,950 tonnes,
- le lieu de stationnement du véhicule doit être précisé sur un plan ainsi que les emplacements où sont prévus les dégroupages à l'extérieur des cellules,
- les consignes des locaux précisant les timbrages et les consignes incendie doivent être jointes aux consignes générales de sécurité.

**Art. 3** : En cas de besoin, et à tout moment, des prescriptions complémentaires tendant à prévenir les vols de produits explosifs et les risques d'incendie et d'explosion ou à limiter les effets de ces explosions ou incendie pourront être imposées à l'exploitant, en sus des mesures indiquées dans la demande.

En application du décret n° 79-486 relatif à la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques et de l'arrêté du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques, l'étude de sécurité devra être actualisée en tant que de besoin et une consigne de sécurité (générale et sur les moyens de stockage, et étendant, notamment, l'interdiction de fumer et l'interdiction du port d'article de fumeur) devra être éditée.

**Art. 4** : Les dispositions relatives aux mesures de protection contre le vol de produits explosifs ou dont la connaissance serait de nature à favoriser les actes de malveillance contre les installations ne feront l'objet d'aucune publicité.

**Art. 5** : Lorsque l'exploitant envisage d'apporter à l'aménagement de l'installation ou à ses conditions d'exploitation des modifications de nature à entraîner des dangers nouveaux pour la sécurité publique, il doit en informer préalablement le Préfet en précisant la nature des modifications envisagées.

Celles-ci sont réputées acceptées si, dans un délai de 3 mois à compter de sa saisine, le préfet n'a pas enjoint à l'intéressé de présenter une nouvelle demande ou ne lui a pas imposé de nouvelles prescriptions complémentaires en application de l'article 19 du décret n° 90.153 susvisé.

**Art. 6** : Si l'exploitant d'une telle installation ne respecte pas les prescriptions auxquelles elle est soumise, le préfet peut suspendre l'agrément technique et prendre les mesures mentionnées à l'article 13 du décret n° 90.153 susvisé par décision motivée et après mise en demeure restée sans effet.

**Art. 7** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur régional de l'industrie, de la recherche, et de l'environnement de Lorraine, le maire de Piennes, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Sté PYROLOR, et dont une ampliation sera adressée à l'inspecteur des poudres et explosifs de la direction générale de l'armement.

Nancy, le 3 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet,  
Jacques RANCHERE

*Bureau des affaires politiques***Extrait de l'arrêté du 27 novembre 2007 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 1<sup>er</sup> janvier 2008**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

Monsieur Serge RONVEAUX  
Agent d'exploitation spécialisé  
84 route nationale  
08110 BLAGNY

Monsieur Patrice THIOLIERE  
Agent d'exploitation spécialisé  
Grand rue  
08210 LETANNE

Monsieur Jean-Paul ROBIN  
Agent d'exploitation spécialisé  
Ecluse n°5 Bois de Grève  
54630 RICHARDMENIL

Monsieur Guy SCHILLING  
Chef d'équipe d'exploitation principale  
812 rue Gabriel Moulleron  
54200 TOUL

Monsieur Francis HERIC  
OPA spécialiste A atelier  
4 rue grand lavoir  
57130 VAUX

Monsieur Guy ARGIRAKIS  
Contrôleur divisionnaire des TPE  
9 rue Jean Deville  
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

Monsieur Martial PETITMANGIN  
Chef d'équipe d'exploitation  
Chemin des roudes  
54700 BLENOD-LES-PAM

Monsieur Marc ANSTETT  
Agent d'exploitation spécialisé  
11 grande rue  
54370 PARROY

Monsieur Philippe BAGUETTE  
Agent d'exploitation spécialisé  
Le clos de la cour  
55310 TRONVILLE-EN-BARROIS

Monsieur Jean-Marie POWASKA  
Agent d'exploitation spécialisé  
3 rue des Menils  
08400 NOIRVAL

Monsieur Jacky VELLENRITER  
Agent d'exploitation spécialisé  
13 allée des Mésanges  
08200 FLOING

Monsieur Jean-Marie BREHAUX  
Chef d'équipe d'exploitation  
16 rue des Bocquetiers  
08400 VOUIZERS

**Art. 2** : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables.

Nancy, le 27 novembre 2007

Le préfet,  
Hugues PARANT

**Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2007 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 1<sup>er</sup> janvier 2008**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : La médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

Monsieur Jean-Pierre AGUS  
Rue Hennequin  
57780 ROSSELANGE

Monsieur Michel CUNY  
2 bis rue du Paquis  
55110 SASSEY / MEUSE

Monsieur Maurice FREGONA  
4 lotissement les Ormes  
54970 LANDRES

Madame Anne-Marie GOURY  
4 rue Sainte Barbe  
54750 TRIEUX

Monsieur René HERBELET  
14 rue Henri Barbusse  
54310 HOMECOURT

Monsieur Claude JACQUES  
8 place du Colonel Fabien  
54800 JARNY

Monsieur Michel PATARD  
4 Square des Accacias  
54800 JARNY

Madame Maria TOURMAN  
53 cités des Grandes Friches  
54240 JOEUF

Monsieur Pascal MERCY  
125 av. du Général de Gaulle  
54300 LUNEVILLE

Monsieur Guy PLOUSSARD  
60 rue du Danube  
54450 DOMEVRE SUR VEZOUZE

Monsieur Gilles CARETTI  
3 rue Etienne Olry  
54170 ALLAIN

Monsieur Christophe LE PALLEMEC  
Bâtiment Ganne rue H. Loritz  
54200 TOUL

Monsieur Jean-Louis PARISSE  
21 rue de Liverdun  
54840 SEXEY LES BOIS

**Art. 2** : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à madame la Ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports.

Nancy, le 11 décembre 2007

Le préfet,  
Hugues PARANT

*Bureau de la communication***Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2007 - Annonces judiciaires et légales - Habilitation et tarifs pour l'année 2008**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : L'arrêté du 15 décembre 2006 est abrogé par le présent arrêté.

**Art. 2 :** Les annonces judiciaires et légales prescrites par le droit civil, les codes de procédure ou de commerce et par les lois spéciales pour la publicité ou la validité des actes de procédure ou des contrats seront, pour l'année 2008, insérées au choix des parties, dans l'un des journaux ci-après désignés :

POUR LE DEPARTEMENT

- L'Est Républicain, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- L'Est Républicain lundi, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- Le Républicain Lorrain, 3 avenue des Deux Fontaines - 57140 Woippy - 57777 Metz cedex 09
- Les Tablettes Lorraines des Sociétés et les Petites Affiches de l'Est Réunies BP.4 , 26, rue Gambetta - 54002 Nancy Cedex
- Le Paysan Lorrain, 5, rue de la Vologne - 54520 Laxou cedex

**Art. 3 :** Le tarif d'insertion de ces annonces est fixé à 3,59 euros hors taxe, la ligne contenant 40 signes du caractère corps six (typographe) ou sept (photocomposition).

Il est stipulé que, non seulement les caractères mais les signes tels que les virgules, points, guillemets, etc... et les intervalles entre les mots seront comptés pour une lettre.

Le titre principal ne comportera pas de caractère d'une hauteur supérieure à 24 points s'il s'agit d'une annonce sur une seule colonne, ou 42 points s'il s'agit d'une annonce à deux colonnes.

Les lignes du titre ne pourront être espacées entre elles de plus de 9 points, chaque titre et sous-titre pourra être suivi d'un filet de séparation du pied.

Si pour la tarification, le système métrique est substitué au système topographique, le prix du millimètre est fixé par équivalence à 1,60 euro hors taxe.

**Art. 4 :** Les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront réduits de moitié dans le cas prévu par la loi du 23 octobre 1984.

Seront insérées, dans les journaux, au tarif prévu au présent article, les annonces et publications qui seraient nécessaires pour la validité et la publicité des contrats et procédures dans les affaires suivies par application des lois des 29 novembre, 7 décembre 1850, 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901, sur l'assistance judiciaire.

**Art. 5 :** Le prix de l'exemplaire du journal destiné à servir de pièce justificative de l'inscription est fixé au tarif normal auquel s'ajoutera le droit d'enregistrement.

**Art. 6 :** Les remises, par les directeurs de journaux habilités aux officiers ministériels, sont interdites. Toutefois, les directeurs de ces journaux pourront consentir aux officiers ministériels un remboursement forfaitaire des frais engagés limité à 10 % du prix de l'annonce.

**Art. 7 :** M. le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Mme la première présidente de la Cour d'Appel de Nancy,
- M. le procureur général près la cour d'appel de Nancy,
- MM. les présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey,
- MM. les procureurs de la République près les dits tribunaux,
- MM. les présidents des tribunaux d'instance et de commerce du département,
- M. le président de la chambre départementale des notaires,
- MM. les directeurs des journaux habilités,
- MM. les sous-préfets des arrondissements de Briey - Lunéville - Toul,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,

et inséré au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 20 décembre 2007

Le préfet,  
Hugues PARANT

#### **Direction de la réglementation et des libertés publiques** *Bureau des réglementations*

**Extrait de l'arrêté du 13 décembre 2007 portant autorisation préfectorale n° 189 à monsieur Youssef EN-NOUYRY d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Nancy (54000), 26 rue Villebois Mareuil, sous la dénomination « NEWFAST SECURITE PRIVEE »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance, la sécurité et la protection, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**Art. 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à monsieur Youssef EN-NOUYRY et une copie sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 13 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois de la publication de l'acte.*

**Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2007 portant autorisation préfectorale n° 190 à monsieur Alphons SOUMAH d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Vandœuvre-lès-Nancy (54500), 8 rue Jacquard, cadex 429, sous la dénomination « A.S. SECURITES »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance, la sécurité et la protection, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**Art. 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à monsieur Alphons SOUMAH et une copie sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 18 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
L'adjointe au chef de bureau,  
Sabine CHOGNOT

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois de la publication de l'acte.*

#### **Direction du développement durable et des politiques interministérielles** *Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

**Arrêté du 30 novembre 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Hussigny-Godbrange et Thil**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M.), sur le territoire des communes de Hussigny-Godbrange et Thi, est prescrite. Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

**Art. 2 :** Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

**Art. 3 :** Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral du 22 août 2005 approuvant le plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Hussigny-Godbrange et Thil, devenu sans objet, est abrogé.

**Art. 5 :** L'arrêté préfectoral du 19 juillet 2007 rendant immédiatement applicable les dispositions du PPRM sur le territoire des communes de Hussigny-Godbrange et Thil, est abrogé.

**Art. 6 :** Le présent arrêté sera notifié :

- aux maires des communes concernées.

Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, les maires des communes comprises dans le PPRM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Arrêté du 30 novembre 2007 prescrivant l'opposabilité du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Sancy, Trieux et Tucquegnieux**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M.), sur le territoire des communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Sancy, Trieux et Tucquegnieux, est prescrite. Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

**Art. 2 :** Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

**Art. 3 :** Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 prescrivant l'application immédiate, d'une partie des dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) sur une partie du territoire des communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Trieux, Tucquegnieux et Sancy, devenu sans objet, est abrogé.

**Art. 5 :** L'arrêté préfectoral du 19 juillet 2007 rendant immédiatement applicable les dispositions du PPRM sur le territoire des communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Sancy, Trieux et Tucquegnieux, est abrogé.

**Art. 6 :** Le présent arrêté sera notifié :

- aux maires des communes concernées,
- au président de l'établissement public de coopération intercommunale du bassin de Landres,

Il sera affiché dans chaque mairie concernée et à l'établissement public de coopération intercommunale du bassin de Landres pendant au moins un mois. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, les maires des communes comprises dans le PPRM, le président de l'établissement public de coopération intercommunale du bassin de Landres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Tribunal administratif de Nancy

**Département de Meurthe-et-Moselle - Commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur - Liste d'aptitude 2008**

NOM ET PRENOM	ADRESSE	FONCTIONS COORDONNÉES
Monsieur Michel BASLY	16, Grande rue 54290 ROZELIEURES	Retraité Ingénieur TÉLÉCOM. 03.83.72.32.30 michel.basly@tiscali.fr
Monsieur Alain BECONCINI	17, place Albert Lebrun 54580 AUBOUE	Retraité (Commercial) 03.82.22.27.66 06.79.19.19.30.49 becona@free.fr
Madame Rachida BENELMIR	12, rue Malvina Cezard 54180 HOUDEMONT	Ingénieur au CHU 06 16 81 30 12
Monsieur Riad BENELMIR	BP 61 54181 HEILLECOURT Cedex	Maître de conférences 06.79.60.41.34
Monsieur Christian BERNEZ	83, boulevard de Champelle 54600 VILLERS les NANCY	Retraité Directeur de Préfecture 03.83.40.71.14 christian.bernez@free.fr
Monsieur René BEUDIN	9, rue Chéret 54600 VILLERS les NANCY	Architecte retraité 03.83.28.77.05 rene.beudin@wanadoo.fr
Monsieur Jean-Jacques BIGORGNE	268, rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY	Retraité Proviseur de lycée 03 83 55 25 94 06 76 81 06 86 jjacques.bigorgne@wanadoo.fr
Monsieur Dominique BISIAUX	11, rue Émile Gallé 54800 JARNY	Chef d'Entreprise 03 82 20 75 05 06 14 44 45 31 dom-ino.65@orange.fr
Monsieur Jacques BOULAY	5, allée de Beauregard 54520 LAXOU	Conducteur de travaux 03.83.90.65.55 06 87 42 03 78 jacques.boulay7@wanadoo.fr
Monsieur Lionel BOURBIER	33, rue des Jardins 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE	Retraité directeur FRANCE TÉLÉCOM 03.83.22.73.44 06.87.32.55.59 bourbier.lionel@wanadoo.fr
Monsieur Roger BRUNANT	2, rue des Acacias 54550 PONT SAINT VINCENT	Retraité (Ingénieur conseil) 03.83.26.41.76 06.70.21.74.93 FAX 03 83 26 41 76 roger.brunant@wanadoo.fr
Monsieur Yvon BUCHART	2, route de Neuvron 54800 OLLEY	Retraité cadre commercial 03.82.33.82.80 06 76 59 39 20
Madame Guylène CAILLARD	1C rue de la Grandville 54720 CUTRY	Agent de voyage 03.82.26.31.75
Monsieur Claude CALAND	2, allée de Nivernais 54420 SAULXURES les NANCY	Retraité Chambre d'Agriculture 03.83.20.64.44 06.28.20.06.20 claudecaland@yahoo.fr
Monsieur Jean-Pierre CALLAIS	191, rue Emmanuel Didelot 54113 MONT le VIGNOBLE	Ingénieur 03.83.62.56.35 callaisjp@wanadoo.fr
Monsieur Antoine CAPUTO	22 avenue du roi de Rome 54150 BRIEY	Retraité police 03.82.20.09.55 06.85.36.43.36 <b>Erreur! Signet non défini.</b>
Monsieur Gérard CAUQUELIN	30, rue de la Mairie 54360 CHARMOIS	Retraité (Ingénieur d'affaires) 03 83 75 71 09 gerard.cauquelin@free.fr
Madame Emmanuelle COLSON	17, rue de la Chaussée 54540 SAINTE POLE	Chef de Projet Contrat de Ville 03 83 74 53 05 manue-colson@yahoo.fr

Monsieur Alain CONRADT	11, rue de Graffigny 54000 NANCY	Architecte DPLG 03.83.40.69.34 FAX 03.83.40.63.55 aapa.secretariat@wanadoo.fr
Madame Evelyne COTE-CHOSSELER	42, rue du Sergent Bobillot 54000 NANCY	Responsable Bureau d'Études Environnement 03.83.90.28.45 FAX 03.83.90.28.45 evelyne.cote@club-internet.fr
Monsieur Thierry DEHOVE	28, avenue du Général de Gaulle 54800 CONFLANS en JARNISY	Géomètre expert 03.82.33.08.10 FAX 03.82.33.28.84 scpdehove1@wanadoo.fr
Monsieur Jean DHERINE	7, rue Notre-Dame des Pauvres Res le coteau 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	Enseignant chercheur 03.83.51.29.50 jean.dherine@wanadoo.fr
Monsieur Christian EULOGE	2, allée des Romains 54425 PULNOY	Retraité (Bâtiment) 03.83.29.06.89 FAX 03.83.29.06.89 eulogechristian@yahoo.fr
Monsieur Goëry FERRY	10, rue César Bagard 54000 NANCY	Ingénieur d'étude à SEDE Environnement 03 83 29 34 11 FAX 08 21 89 87 32 goery@free.fr
Monsieur Guillaume FOTRE	59, bis avenue Anatole France 54000 NANCY	Chargé d'Étude Urbanisme 06 08 52 26 68 g.fotre@orange.fr
Monsieur Gérard FOURRIERE	2 rue du Saule 54470 SEICHEPREY	Retraité (Agriculteur) 03.83.23.11.06 FAX 03.83.23.11.06 g.fourriere832@orange.fr
Monsieur Gilles GAUTHIER	4, allée des Cygnes 54300 LUNEVILLE	Retraité Gendarmerie 03.83.73.30.48
Madame Yveline GERARD	16, rue Victor Hugo Le Vert Village 54630 RICHARDMENIL	Retraîtée Ministère de l'Intérieur 03.83.25.22.77 06 13 68 08 47
Monsieur Christian GEX	21 bis rue des Bingottes 54120 BACCARAT	Directeur association ELA 03.83.75.33.12 06.85.73.97.93 ch.gex@wanadoo.fr
Monsieur Reynald GOUDIN	36, rue Jolain 54210 SAINT NICOLAS DE PORT	Chargé d'études en environ- nement à FREDON Lorraine 03.83.48.26.52 06 79 61 57 30 FAX 03.83.48.26.52 reynald.goudin@cegetel.net
Monsieur Daniel GOUDOT	3, avenue de la Libération 54520 LAXOU	Géomètre expert 03.83.67.42.92 FAX 03.83.67.42.93 danielgoudot@aol.com
Monsieur Pierre GOUPIL	Clos de Médeville 2 Boulevard Charlemagne E.1 54000 NANCY	Retraité Directeur Départemental Équipement 03.83.40.79.42 06 12 91 06 16 goupilps@aol.com
Monsieur Denis GRANDMOUGIN	8 chemin du poirier Bise 54110 REMEREVILLE	Retraité 03.83.31.63.13 grandmougin.denis@wanadoo. fr
Monsieur Claude GRANGE	5 bis Grande rue 54120 HABLAINVILLE	Retraité Gendarmerie 03.83.72.23.09
Monsieur Yves GRY	43, avenue Anatole France 54000 NANCY	Professeur d'Université 03.83.40.43.77 FAX 03.83.19.26.01 yves.gry@univ-nancy2.fr
Monsieur Jean HERB	2, rue des jardinets 54280 CHAMPENOUX	Géomètre expert 03 83 27 03 54 FAX 03 83 27 94 95 jean.herb@wanadoo.fr
Monsieur Claude HOMAND	8, rue Charles Paul Lebrun 54300 LUNEVILLE	Retraité (Ingénieur Mines) 03.83.73.06.24 FAX 03.83.79.06.24 claud.homand@wanadoo.fr
Monsieur Pierre IDOUX	41, rue des Cottages 54600 VILLERS les NANCY	Retraité SOLOREM 03.83.28.17.27 06 75 47 12 16 idoux.pierre@wanadoo.fr
Monsieur Jean-Michel KIRCHER	21, rue Vauban 54404 LONGWY CEDEX	Géomètre expert 03.82.23.22.85 FAX 03.82.23.95.85 jm.kircher@wanadoo.fr
Monsieur Jacques KREBS	6, rue Voltaire 54520 LAXOU	Retraité Direction Départementale Équipement 03 83 52 45 64 03 83 28 27 63
Madame Anne LAGORCE	7 bis rue Emile Levassor 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	Ingénieur d'Études SEDE Environnement 03.83.48.26.52 FAX 0383.48.26.52 anne.lagorce@cegetel.net
Monsieur Jacques LANGLAIS	12, rue de Verdun 54200 TOUL	Retraité Ingénieur conseil 03 83 43 06 29 06 70 03 90 06 FAX 03.83.43.12.71 langlais54@aol.com

Monsieur Jacques-Yves LEMASLE	202, rue de Bois le Prêtre 54700 PONT à MOUSSON	Géomètre expert 03 83 81 19 81 FAX 03 83 81 19 81 geome@online.fr
Monsieur Claude LEMOINE	7, rond point Kléber 54140 JARVILLE la MALGRANGE	Retraité Directeur Régional TÉLÉCOM 03 83 56 76 81 06 07 49 86 45 FAX 03 83 56 76 81 <a href="mailto:claudio.lemoine.jar@wanadoo.fr">claudio.lemoine.jar@wanadoo.fr</a>
Madame Maryse LOUIS	19, allée Joliot Curie 54850 MEREVILLE	Géologue chargée d'études 03.83.47.78.34 bgae@club-internet.fr
Monsieur Michel MALGRAS	16, rue Martin 54370 HOEVILLE	Géomètre 03.83.72.01.74 06.12.16.05.67 <a href="mailto:malgras.michel@wanadoo.fr">malgras.michel@wanadoo.fr</a>
Madame Françoise MARC	2, rue de la Gare 54119 DOMGERMAIN	Retraîtée (Attachée administratif au service de la navigation du Nord-Est) 03 83 62 36 36 FAX 03 83 62 31 06 <a href="mailto:fmrc8@orange.fr">fmrc8@orange.fr</a>
Monsieur Jean-Marie MAROTTE	2, rue Rimbaud 54630 RICHARDMENIL	Retraité (Cadre THOMSON) 03 83 25 88 90 FAX 03 83 25 88 90
Madame Jacqueline MASSON	19, rue des Cottages 54600 VILLERS les NANCY	Retraîtée Directrice Régionale FRANCE TÉLÉCOM Ingénieur INIG et IFG 03 83 28 12 42 06 82 55 53 80 <a href="mailto:jacqueline.masson870@orange.fr">jacqueline.masson870@orange.fr</a>
Monsieur Michel MATHIEU	6, route de Sorbey 54260 LONGUYON	Retraité D.D.E. 03.82.26.53.80 FAX 03.82.26.53.80 <a href="mailto:Michel.mathieu54@orange.fr">Michel.mathieu54@orange.fr</a>
Monsieur Jean-Pierre MICHEL	184, avenue Cardinal Tisserant 54200 TOUL	Retraité Armée de Terre 03.83.64.51.20 06 73 53 24 53 FAX 09.59.61.98.35 <a href="mailto:jpmichel@free.fr">jpmichel@free.fr</a>
Monsieur Philippe MUCCHIELLI	69, avenue de la Libération 54524 LAXOU CEDEX	Animateur environnement Chambre des Métiers 06.83.87.29.78 <a href="mailto:philippe.mucchielli@cm-nancy.fr">philippe.mucchielli@cm-nancy.fr</a>
Monsieur Alexandre MULLER	11, avenue Clemenceau 54150 BRIEY	Chef de Projet Urbanisme Ville de BRIEY 06 88 79 60 97 <a href="mailto:muller-alexandre@hotmail.com">muller-alexandre@hotmail.com</a>
Monsieur Bernard OUDIN	30, rond point Kléber 54140 JARVILLE la MALGRANGE	Retraité FRANCE TÉLÉCOM 03 83 56 39 90 06 30 91 11 09 <a href="mailto:ber-oudin@wanadoo.fr">ber-oudin@wanadoo.fr</a>
Monsieur Robert PASSEMARD	34, rue du Parc 54425 PULNOY	Retraité (Chef de département SNCF) 03.83.21.09.05 <a href="mailto:rpassemard@numericable.fr">rpassemard@numericable.fr</a>
Monsieur François PERSON	43, rue Paul Keller BP 23 54200 TOUL	Notaire 03.83.65.28.28 FAX 03 83 63 12 73 <a href="mailto:person-et-bodart@notaires.fr">person-et-bodart@notaires.fr</a>
Monsieur Jean-Marie PETITCOLIN	4, rue des Cultivateurs 54580 AUBOUE	Retraité FRANCE TÉLÉCOM 03.82.22.34.00 jean-marie.petitcolin@wanadoo.fr
Monsieur Michel-Ange PICARDAT	752, rue de la Gare 54710 LUDRES	Architecte DPLG 03.83.25.76.76 FAX 03.83.25.76.77 <a href="mailto:archi-map@wanadoo.fr">archi-map@wanadoo.fr</a>
Madame Odile PICHOT-DUCLOS	5, rue du Haut du champ 54330 VITREY	Secrétaire de mairie 03.83.26.26.48 <a href="mailto:odile.c@ifrance.com">odile.c@ifrance.com</a>
Monsieur Michel PIERRE	6 lotissement le Moulin 54360 MONT sur MEURTHE	Retraité (Ingénieur agronome) 03.83.75.77.02 06 82 69 83 33 FAX 03.83.75.77.02 <a href="mailto:pierre.michel@wanadoo.fr">pierre.michel@wanadoo.fr</a>
Monsieur Jean Luc PLEIGNET	8, place de Karlsruhe 54000 NANCY	Chargé d'études DDE 03.83.28.68.75 <a href="mailto:jean.luc.pleignet@wanadoo.fr">jean.luc.pleignet@wanadoo.fr</a>
Monsieur Hubert PREVOTEAU	3, rue de Régnéville 54000 NANCY	Ingénieur Conseil Environnement 03.83.35.43.20 FAX 03.83.35.57.97 <a href="mailto:hubert.prevoteau@wanadoo.fr">hubert.prevoteau@wanadoo.fr</a>
Monsieur Alain RAISON	96, rue des parterres fleuris 54280 SEICHAMPS	Suppléant juge d'instance Retraité (Cadre bancaire) 03 83 38 29 18
Monsieur Henri RAPIN	2, rue du Château d'Eau 54110 HARAUCOURT	Gérant LABOROUTE LORRAINE Ingénieur des mines 03.83.48.32.54 03 83 47 03 12 FAX 03 83 47 32 81 <a href="mailto:laboroute-lorraine1@wanadoo.fr">laboroute-lorraine1@wanadoo.fr</a>
Monsieur Jean-François REGNARD	56, cours Léopold 54000 NANCY	Retraité (Notaire) 06 71 78 08 17 <a href="mailto:regnardjeanfrancois@wanadoo.fr">regnardjeanfrancois@wanadoo.fr</a>

Monsieur Pierre REVOL	37, avenue du Général de Gaulle 54280 SEICHAMPS	Ingénieur Conseil Hydrogéologue 03.83.20.36.46 FAX 03 83 20 36 51 <a href="mailto:pierre.revol@wanadoo.fr">pierre.revol@wanadoo.fr</a>
Monsieur René SARTELET	Résidence Andromède 10, rue de Norvège 54500 VANDOEUVRE les NANCY	Retraité (Ingénieur) 03.83.54.51.67 FAX 03.83.54.51.67 <a href="mailto:rene.sartelet@free.fr">rene.sartelet@free.fr</a>
Monsieur Michel SCHUTZ	21, rue Henry Dunant 54150 BRIEY	Retraité (Conseiller Prudhomal) 03.82.46.25.82 06 80 72 85 18 <a href="mailto:mischutz@wanadoo.fr">mischutz@wanadoo.fr</a>
Madame Patricia SCHWEITZER	16, rue Jacques Gruber 54180 HEILLECOURT	Directrice DRPJ 03.83.57.88.22 FAX 03 83 57 66 32 <a href="mailto:patricia.schweitzer@wanadoo.fr">patricia.schweitzer@wanadoo.fr</a>
Monsieur Jean-Paul SIMON	71, rue de la Bergerie 54840 GONDREVILLE	Retraité Colonel infanterie 03.83.63.64.63 06 84 71 00 73 FAX 03.83.63.64.63
Monsieur Philippe SOL	92, Rue de la Barre - BP 104 54704 PONT à MOUSSON	Urbaniste conseil OPQU 03.83.80.18.15 (33) 630 506 324 FAX 03.83.80.18.15 <a href="mailto:ph.sol@wanadoo.fr">ph.sol@wanadoo.fr</a>
Monsieur Michel STRICHER	68, avenue du Général Leclerc 54270 ESSEY les NANCY	Retraité (directeur DDE) 03.83.21.23.57 06 10 30 84 38 <a href="mailto:michelstricher@free.fr">michelstricher@free.fr</a>
Monsieur Dominique THIEBAUD	20, rue Léon Houot 54110 VARANGEVILLE	Ingénieur agronome 03.83.45.42.49 FAX 03.83.45.42.49
Monsieur Hubert THOMAS	5 rue de Moirin 54115 FECOCOURT	Retraité (Agriculture) 03.83.52.33.89
Monsieur Dominique VALCK	88 avenue Jean Jaurès 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	Directeur d'agence associative 03.83.96.16.95 06.79.83.49.57 <a href="mailto:dvalck@wanadoo.fr">dvalck@wanadoo.fr</a>
Monsieur Jean VIAL	21, rue de l'abbé grégoire 54300 LUNÉVILLE	Retraité DSF 03 83 73 36 71
Monsieur Jean-Marie VOIRIOT	50, rue Frédéric Chopin 54250 CHAMPIGNEULLES	Retraité Fonction Publique Territoriale 03.83.38.26.93 06 81 26 90 16 FAX 03.83.38.26.93 <a href="mailto:jm.voiriot@wanadoo.fr">jm.voiriot@wanadoo.fr</a>
M. Thierry WEILL	5 rue Haute 54340 POMPEY	Responsable bureau d'études environnement 03.83.49.98.61 FAX 03.83.49.98.92 <a href="mailto:twp@weill-paysage.com">twp@weill-paysage.com</a>

La présente liste arrêtée à 78 commissaires enquêteurs, jointe en annexe de la décision portant établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département de MEURTHE-et-MOSELLE pour l'année 2008, sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE et pourra être consultée au greffe du Tribunal Administratif de NANCY et à la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE (Direction du Développement Durable et des Politiques Interministérielles – bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement).

Nancy, le 10 décembre 2007 Le président du tribunal administratif,  
Président de la commission,  
Daniel RICHER

*Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique*

**Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 décembre 2007 concernant l'extension d'un supermarché à l'enseigne MATCH à Dombasle-sur-Meurthe – ZAC du Saulcy**

Réunie le 19 décembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS Supermarchés MATCH en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 598 m² de vente d'un supermarché à l'enseigne MATCH à Dombasle-sur-Meurthe – ZAC du Saulcy portant la surface totale de vente à 2585 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Dombasle-sur-Meurthe.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 21 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
F. GIROUX

**Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 décembre 2007 concernant la création d'un bâtiment commercial comprenant un magasin d'aménagement et de décoration de la maison à l'enseigne CASA et un magasin d'articles d'équipement de la maison à Fléville-devant-Nancy – ZAC de Frocourt**



Réunie le 19 décembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI FLEFRO, en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un bâtiment commercial de 790 m<sup>2</sup> comprenant un magasin d'aménagement et de décoration de la maison à l'enseigne CASA de 540 m<sup>2</sup> de vente et un magasin d'articles d'équipement de la maison de 250 m<sup>2</sup> de vente à Fléville-devant-Nancy – ZAC de Frocourt.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Fléville-devant-Nancy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 21 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
F. GIROUX

**Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 décembre 2007 concernant l'extension d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Vandoeuvre-lès-Nancy - rue Aristide Briand**

Réunie le 19 décembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC LIDL en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 551 m<sup>2</sup> de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Vandoeuvre-lès-Nancy - rue Aristide Briand portant la surface totale de vente à 850 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Vandoeuvre-lès-Nancy.

Nancy, le 21 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
F. GIROUX

**Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 décembre 2007 concernant la création d'une boulangerie-pâtisserie formant ensemble commercial avec un supermarché à l'enseigne Soleil d'Orient à Dommartin-lès-Toul – ZAC du Jonchery**

Réunie le 19 décembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SCI IMMOTOUL, en qualité de propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'une boulangerie-pâtisserie de 77 m<sup>2</sup> de vente formant ensemble commercial avec un supermarché à l'enseigne Soleil d'Orient à Dommartin-lès-Toul – ZAC du Jonchery.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Dommartin-lès-Toul.

Nancy, le 21 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
F. GIROUX

*Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières*

**Arrêté n° 07.BMSSE.135 accordant délégation de suppléance à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Brie**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Brie ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les arrêtés préfectoraux n°07.BMSSE.129 et 131 des 3 et 10 décembre 2007 accordant délégation de suppléance à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Brie sont abrogés.

**Art. 2 :** Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Brie, est chargé d'assurer la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle du mercredi 2 janvier 2008 au vendredi 4 janvier 2008, fin de matinée, inclus.

**Art. 3 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Brie, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville et à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur du cabinet, ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 28 décembre 2007

Le Préfet,  
Hugues PARANT

**Direction des relations avec les collectivités locales**

*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité*

**Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2007 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du bassin de Pompey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L5211-17 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée telle que définie par ces articles est atteinte ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La modification des statuts du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement (SEA) du bassin de Pompey est autorisée.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, et le président du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du bassin de POMPEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.*

**Sous-préfecture de Brie**

**Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2007 approuvant les nouveaux statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'absence de délibération de la commune de Laix vaut avis favorable pour les deux compétences ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-20, L5214-16 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

Considérant la nécessité de définition de l'intérêt communautaire prévue par l'article 164 modifié de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Sont approuvés les statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy tels qu'annexés au présent arrêté.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Brie et le président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Brie, le 7 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

*Les statuts annexes peuvent être consultés à la sous-préfecture de Brie*

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.*

**Sous-préfecture de Toul**

**Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2007 relatif à l'extension des compétences du syndicat intercommunal scolaire Maron-Sexey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le syndicat intercommunal scolaire Maron-Sexey est autorisé à assurer le transport périscolaire des enfants du regroupement.

**Art. 2 :** Le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal scolaire de Maron-Sexey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 10 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul par intérim,  
Philippe SAFFREY

**Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2007 relatif à la modification des compétences de la communauté de communes des 3 vallées**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code

général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La compétence "entretien du réseau d'éclairage public est rétrocédée aux communes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

La compétence communautaire "entretien des rivières" telle que définie à l'article 2 des statuts est étendue aux ruisseaux suivants : ruisseau de Grosrouvres à Bernécourt, ruisseau du Neuf étang à Mandres-aux-4-Tours, ruisseaux de l'Etang et de la Tuilerie à Pannes, ruisseau de l'Esch à Lironville

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Lunéville et de Toul, le président de la communauté de communes des 3 vallées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 10 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul par intérim,  
Philippe SAFFREY

#### Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2007 relatif à la modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire Allain/Ochey/Moutrot

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire Allain/Ochey/Moutrot est autorisée ; un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

Art. 2 : Le sous-préfet de Toul, le président du syndicat intercommunal scolaire Allain/Ochey/Moutrot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées ainsi qu'au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 10 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul par intérim,  
Philippe SAFFREY

#### Statuts du syndicat intercommunal scolaire Allain/Ochey/Moutrot

Art. 1<sup>er</sup> : En application des articles L 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les communes désignées à l'article 2 ci-dessous, se constituent en syndicat intercommunal scolaire pour :

- assurer le transport des élèves,
- assurer la réalisation d'une classe supplémentaire à l'école maternelle d'OCHEY,
- assurer la gestion des services communs nécessaires au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires du syndicat ;
- procéder aux acquisitions du mobilier nécessaire aux classes (équipement et renouvellement),
- assurer la gestion du personnel, par ses propres moyens ou par les moyens délégués par les communes, des : accompagnatrice du transport scolaire, ATSEM, agents d'entretien, secrétariat.

Art. 2 : circonscription – siège

Le syndicat qui porte le nom de "Syndicat intercommunal scolaire de ALLAIN/OCHEY/MOUTROT" a son siège au 5, rue Lucien COLSON cidev 308 54170 OCHEY et comprend les communes suivantes : ALLAIN, OCHEY et MOUTROT ;

Art. 3 : durée

La durée du syndicat est limitée à celle du regroupement pédagogique.

Art. 4 : administration

Le syndicat est administré par un comité composé de six membres issus des conseils municipaux des communes intéressées (deux délégués par commune).

Peuvent être convoqués à titre consultatif aux séances du comité :

- l'inspecteur départemental de l'enseignement primaire.

Le comité se réunit au moins deux fois par an, il peut être convoqué extraordinairement par son président.

Les délibérations du comité sont soumises aux mêmes règles que celles des conseils municipaux.

Le comité élit parmi ses membres :

- un président,
- un vice-président,
- quatre membres.

Le comité est habilité à prendre toutes décisions ayant trait au fonctionnement administratif du syndicat intercommunal et notamment à préparer les budgets, donner au président les pouvoirs nécessaires à la signature des contrats et marchés. Cette énumération n'est pas limitative.

Art. 5 : prise en charge

Les immeubles, leurs installations et aménagements actuellement utilisés pour les services scolaires et qui appartenaient aux communes, demeurent leur propriété.

Le mobilier et le matériel seront cédés gratuitement au syndicat.

Le comité du syndicat procédera dès son entrée en fonction, contradictoirement avec les représentants des municipalités :

- à l'établissement d'un état des lieux des immeubles,
- à un inventaire du mobilier et du matériel.

Art. 6 : Le budget du syndicat pourvoit à toutes les dépenses occasionnées par les frais des services gérés par le syndicat.

Les recettes comprendront :

- la contribution des communes adhérentes,
- la participation de parents d'élèves,
- les subventions des communes, associations, des particuliers et autres collectivités territoriales,
- le produit des dons et legs,
- le produit des emprunts.

Les dépenses comprendront :

- la location d secrétariat ainsi que le matériel informatique, le téléphone, la télécopie, le photocopieur,
- les frais d'assurance responsabilité civile, assurance juridique, dommages électriques, incendie, dégâts des eaux, vol, bris de glaces, actes de vandalisme),
- les frais de transport des élèves (piscine, sorties pédagogiques),
- les frais de bureau,
- la rémunération du secrétaire, du personnel de service et du receveur du syndicat,
- les frais d'entretien des écoles du regroupement, du mobilier et du matériel nécessaires au fonctionnement des services gérés par le syndicat,
- les dépenses d'investissement relatives à l'extension de l'école maternelle d'Ochey.

Copie des budgets et des comptes du syndicat seront adressés chaque année aux maires des communes syndiquées pour communication à leur conseil municipal.

Art. 7 : inventaire permanent

Le président du syndicat tiendra un inventaire permanent du mobilier et du matériel acquis au compte du syndicat.

Art. 8 : contribution des communes

L'ensemble des dépenses du syndicat sera réparti entre les communes ALLAIN/OCHEY/MOUTROT au nombre d'habitants du dernier recensement.

Les dépenses à la charge des communes, déterminées conformément aux règles ci-dessus fixées, seront arrêtées par le président du syndicat dès la clôture de chaque année et mises immédiatement en recouvrement.

Pour assurer le démarrage, les communes effectueront exceptionnellement dans un délai de trois mois, à compter de la première réunion du comité syndical un versement forfaitaire dont le montant sera fixé par ledit comité (x euros par habitant).

Art. 9 : adhésion

Toute commune qui le demandera, pourra par la suite et à un moment quelconque adhérer au syndicat, sous réserve de l'acceptation de son comité et dans les conditions prévues à l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales.

Art. 10 : dispositions générales

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions contenues aux articles L 5212-1 à L 5212-33 du code général des collectivités territoriales.

Un règlement intérieur sera élaboré par les membres du syndicat et sera soumis au conseil municipal de chaque commune.

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul par intérim,  
Philippe SAFFREY

#### Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2007 relatif à la dissolution du syndicat intercommunal de ramassage scolaire de Toul sud

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée par courrier du 12/6/07, en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La dissolution du syndicat intercommunal de ramassage scolaire de Toul sud est autorisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Art. 2 : L'excédent de fonctionnement éventuel est remis au syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle de TOUL qui l'a accepté par la délibération du 24 novembre 2007.

Art. 3 : Le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal de ramassage scolaire de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 10 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul par intérim,  
Philippe SAFFREY

#### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

##### Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine Service actions et établissements de santé

#### Extrait de l'arrêté n° 8 du 14 décembre 2007 fixant la composition du conseil d'administration du SINICAL

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La composition du Conseil d'Administration du SINICAL est fixée comme suit :

- 1 Cinq représentants du conseil d'administration du CHU  
Monsieur le Docteur ROSSINOT, Président du Conseil d'Administration du CHU, fin du mandat en décembre 2007  
Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, en remplacement de Madame le Docteur JACOB, fin du mandat en décembre 2007  
Monsieur Alex GORGE, en remplacement de Monsieur BRAAS, fin du mandat en décembre 2007  
Madame le Docteur NICOLAS, fin du mandat en décembre 2007,  
Madame le Docteur SCHLITTER-BALLE, conseillère municipale de la ville de NANCY, fin du mandat en décembre 2007.
- 2 Cinq représentants du conseil d'administration de l'UGECAM  
Monsieur Jean-Louis COUR, Président UGECAM Nord-Est, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Etienne MALHER, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Patrick DEL GRANDE, Président CPAM NANCY, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Eric CHENUT, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Jean-Pierre MAZZIER en remplacement de Monsieur DELICOURT, salarié, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Un représentant du corps médical pour le CHU  
Monsieur le Professeur DAUTEL, chirurgien des hôpitaux, fin du mandat en décembre 2007,  
Un représentant du corps médical pour l'UGECAM  
Monsieur le Docteur ROCHE, chirurgien, fin du mandat en décembre 2007.
- 4 Un représentant du personnel non médical pour le CHU  
Monsieur ADAM, fin du mandat en décembre 2007.  
Un représentant du personnel non médical pour l'UGECAM  
Madame VONNET, fin du mandat en décembre 2007.
- 5 Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU  
Monsieur le Professeur SCHMUTZ, praticien hospitalier, fin du mandat en décembre 2007.  
Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGECAM  
Monsieur le Professeur MOLE, fin du mandat en décembre 2007.
- 6 Le pharmacien du CHU  
Madame LABRUDE, pharmacien, fin du mandat en décembre 2007.  
Le pharmacien de l'UGECAM  
Madame le Docteur CESARI, pharmacien, fin du mandat en décembre 2007.
- 7 Siègent à titre consultatif, les représentants des usagers suivants  
Madame CASTELLI Colette, représentant l'Association VMEH,  
Monsieur le Docteur MAISON Lucien, représentant l'Association Médecins du Monde.

**Art. 2 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 7 du 18 avril 2007.

**Art. 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Secrétaire Général du SINCAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.  
Nancy, le 14 décembre 2007

Le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté n° 23 du 20 décembre 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre psychothérapique de Nancy-Laxou

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1 Le Président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration  
Monsieur Yves WILLER, Maire de MONT SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Cinq représentants du conseil général  
Monsieur Jean-Marie ULRICH, fin du mandat en mars 2008  
Monsieur Claude GUILLERME, Maire de LAXOU, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en mars 2008,  
Madame Dominique OLIVIER, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal  
Monsieur Didier VADOT, représentant la commune de LAXOU, fin du mandat mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil régional  
Madame Claudine BARTHELEMY, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2010.
- 5 Le président de la CME  
Président : Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Praticien Hospitalier, fin du mandat en mars 2011,
- 6 Trois autres membres de la CME  
Madame le Docteur Martine ATTIA, praticien hospitalier, fin du mandat en mars 2011,  
Monsieur le Docteur Bernard KABUTH, praticien hospitalier, fin du mandat en mars 2011,  
Monsieur le Docteur Bernard NORROY, praticien hospitalier, fin du mandat en mars 2011.

- 7 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-technique  
Monsieur Pascal BACROIX, fin du mandat en avril 2010.
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
Monsieur Luc FERRETTI, infirmier, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,  
Monsieur Michel COLLIN, cadre de santé, représentant le syndicat FO, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,  
Monsieur Claude ROMBACH, représentant le syndicat CFTD, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'association « La soupe pour les sans abri », fin du mandat en Novembre 2010,  
Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en octobre 2010,  
Madame Sidonie BAUDOT, infirmière libérale, fin du mandat en avril 2010.
- 10 Trois représentants des usagers  
Monsieur André LOUP, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux), fin du mandat en avril 2010,  
Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale), fin du mandat en janvier 2008,  
Monsieur VIRION Michel, représentant l'AFTOC (Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs), fin du mandat en décembre 2009.

**Art. 2 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 22 du 27 avril 2007.

**Art. 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 20 décembre 2007

Le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Direction interdépartementale des routes est Division d'exploitation de Metz

#### Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-053 en date du 3 décembre 2007 portant réglementation de la circulation routière

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	RN 57
Points Repères PR.	PR 50+800 au PR 56+100 deux sens
SECTION	Courante au PR 54+090 deux sens
NATURE DES TRAVAUX	Reprofilage au droit d'un OA PR 54+090
PERIODE GLOBALE	10 et 11 décembre 2007
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de la circulation. Vitesse limitée à 50Km/h dans le basculement et 90Km/h en section courante. Schémas de signalisation: CF 114a et CF 122 a et b.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est
	MISE EN PLACE PAR : DE-Metz/District de Nancy/ CEI de Fléville

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de reprofilage de la chaussée au droit de l'ouvrage situé au PR 54+090

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessus seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

**Art. 2 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	10/12/2007	PR 50+800 au PR 56+100	Reprofilage de la chaussée dans le sens Nancy/Remiremont. Basculement de la circulation sur le sens Remiremont/Nancy	
2	11/12/2007	PR 50+800 au PR 56+100	Reprofilage de la chaussée dans le sens Remiremont/Nancy Basculement de la circulation sur le sens Nancy/Remiremont	

**Art. 3 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Art. 4 :** Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de la « CRS » Autoroutière Lorraine, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du CRICR-Est et l'entreprise SCREG/COLAS-est.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

Moulins-lès-Metz, le 3 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

**Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-056 en date du 7 décembre 2007 portant réglementation de la circulation routière**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	A31	
Points Repères PR. et sens	Echangeur de Frouard PR 256+300 - Sens : Bretelle d'entrée vers Metz	
SECTION	Shunt de la bretelle d'entrée vers Metz de l'échangeur n°22 de Frouard	
NATURE DES TRAVAUX	Réparation de joints d'ouvrage sur la RD 657	
PERIODE GLOBALE	Lundi 10 décembre 2007, de 8h30 à 15h00	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture du shunt de la bretelle d'entrée vers Metz de l'échangeur n°22 de Frouard	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : District de Metz	MISE EN PLACE PAR : District de Metz et conseil général de Meurthe et Moselle pour le jalonnement de la déviation sur la RD 657

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de dépose des joints mécanique de l'ouvrage situé sur la RD 657.

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessus seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	10/12 de 8h30 à 15h00	Echangeur n° 22 de Frouard	Fermeture du shunt de la bretelle d'entrée vers Metz de l'échangeur n° 22 de Frouard pour dépose de joints mécanique d'ouvrage	Les usagers pour-bretelle d'entrée vers Metz de l'échangeur RD657 jusqu'au n° 22 de Frouard pour giratoire du Saule Gaillard à Frouard puis feront demi-tour pour accéder à la bretelle directe et prendre l'A31 en direction de Metz.

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le président du conseil général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, Monsieur le directeur départemental de l'équipement de Meurthe et Moselle, Monsieur le directeur interdépartemental des routes de l'est, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le commandant de la C.R.S. Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée pour publication et affichage à Monsieur le Maire de Frouard et pour information à Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U. de Meurthe et Moselle, Monsieur le directeur du CRICR-Est et M. le directeur de l'entreprise SBTP.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle  
Moulins-lès-Metz, le 7 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
L'adjoint de la division d'exploitation de Metz,  
Etienne JACQUES

*Service politiques routières*

**Extrait de l'arrêté n° 2007/54/DIR-Est/SPR/001 du 30 novembre 2007 de déclassement de la RN2004 du PR 78+255 au PR 95+822 avec reclassement dans le domaine public départemental de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Est déclassée de la voirie nationale et reclassée dans la voirie départementale du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, la RN2004 du PR 78+255 au PR 95+822, conformément au plan ci-joint.

Cette section comprend :

- le tronçon entre l'origine de la route (PR 78+255) le giratoire nord de l'échangeur de Bénaménil,
- les anneaux et le barreau entre les giratoires de l'échangeur de Bénaménil,
- la liaison échangeur Bénaménil - giratoire de Gogney, anneau exclu.

Art. 2 : Le déclassement - reclassement de cette voie prendra effet à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur interdépartemental des routes, le directeur régional de l'équipement et le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 30 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Direction départementale des affaires sanitaires et sociales  
Service solidarité autonomie**

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 5201 / DISAS/SHD/n° 358 du 29 novembre 2007 autorisant l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Villerupt**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'Association Hospitalière du Bassin de Longwy est autorisée à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Villerupt.

La capacité de l'établissement est égale à 83 places, réparties comme suit :

- 75 places d'hébergement permanent, dont 26 places pour l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer
- 5 places d'hébergement temporaire
- 3 places d'accueil de jour

Art. 2 : L'autorisation est accordée pour une durée de quinze ans. Le renouvellement, total ou partiel, de cette autorisation est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve :  
- de la signature de la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
- du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Art. 4 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour les 75 places d'hébergement permanent. Les 5 places d'hébergement temporaire et les 3 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Art. 5 : La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place Carrière CO 38 - 54036 NANCY cedex - dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à monsieur le président de l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY.

Nancy, le 29 novembre 2007

Le préfet, Pour le président du conseil général et par délégation,  
Hugues PARANT Alain CASONI, vice-président

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 5202 / DISAS/SDH/n° 359 du 29 novembre 2007 autorisant l'Association ADEF Résidences à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Lexy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'Association ADEF Résidences est autorisée à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Lexy.

La capacité de l'établissement est égale à 95 places, réparties comme suit :

- 87 places d'hébergement permanent, dont 10 places pour l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer
- 3 places d'hébergement temporaire

- 5 places d'accueil de jour.

**Art. 2 :** L'autorisation est accordée pour une durée de quinze ans. Le renouvellement, total ou partiel de cette autorisation, est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Art. 3 :** La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve :

- de la signature de la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

- du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

**Art. 4 :** La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour les 87 places d'hébergement permanent. Les 3 places d'hébergement temporaire et les 5 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

**Art. 5 :** La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Art. 6 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place Carrière CO 38 - 54036 NANCY cedex - dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à monsieur le président de l'Association ADEF Résidences.

Nancy, le 29 novembre 2007

Le préfet, Pour le président du conseil général et par délégation,  
Hugues PARANT Alain CASONI, vice-président

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 5203 / DISAS/SHD/n° 364 du 7 décembre 2007 autorisant l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Homécourt**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du conseil général  
de Meurthe-et-Moselle

**ARRETEMENT**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées (AMAPA) est autorisée à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à HOMECOURT.

La capacité de l'établissement est égale à 74 places, réparties comme suit :

- 68 places d'accueil permanent
- 4 places d'accueil temporaire
- 2 places d'accueil de jour

**Art. 2 :** L'autorisation est accordée pour une durée de quinze ans. Le renouvellement, total ou partiel, est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Art. 3 :** La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve :

- de la signature de la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

- du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

**Art. 4 :** La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour les 68 places d'hébergement permanent.

Les 4 places d'hébergement temporaire et les 2 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

**Art. 5 :** La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Art. 6 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place Carrière CO 38 - 54036 NANCY cedex - dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à madame la présidente de l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées.

Nancy, le 7 décembre 2007

Le préfet, Pour le président du conseil général et par délégation,  
Hugues PARANT Alain CASONI, vice-président

*Service actions et établissements de santé*

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 834/07 du 26 novembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-45**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'arrêté modifié du 15 juin 1977 autorisant, sous le n° 54-45, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale du Centre de Médecine Préventive sis à 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy - 2 rue du Doyen Jacques Parisot est modifié comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

Raison sociale : Laboratoire d'Analyses de biologie médicale  
Centre de Médecine Préventive  
2 rue du Doyen Jacques Parisot  
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Directeur : Monsieur Joseph HENNY, pharmacien biologiste

Directeurs Adjointes :

Mademoiselle Marie-Madeleine GALTEAU, pharmacien biologiste

Madame Frédérique GAMBIER, pharmacien biologiste habilitée à effectuer les actes suivants :

- Prélèvement de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire ;

Mademoiselle Marie-Hélène GENIN, pharmacien biologiste, habilitée à effectuer les actes suivants :

- Tubage gastrique et duodénal,

- Sondage vésical chez la femme,

- Prélèvement de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire.

**Art. 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Art. 3 :** La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à : Madame Marie-Christine KLOP, directrice du Centre de Médecine Préventive, Monsieur Joseph HENNY, Mademoiselle Marie-Madeleine GALTEAU, Madame Frédérique GAMBIER, Mademoiselle Marie-Hélène GENIN, M. le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie, M. le Maire de VANDOEUVRE, M. le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens, M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY, M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY, M. le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 26 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Le directeur adjoint,

Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 840/07 du 29 novembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-81**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'arrêté du 4 mars 2002, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-81, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 3 rue Mère Térèse, ZAC Saint Pie X à Essey-lès-Nancy (54270), est modifié comme suit à compter du 14 septembre 2007 :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale  
3 rue Mère Térèse  
ZAC Saint-Pie X  
54270 ESSEY-LES-NANCY

Exploité au sein de la SELARL « Laboratoire du Vieux Moulin »

Dont le siège social est situé 89 rue de l'Hôtel de Ville à Frouard (54390).

Directeur : Madame Marie-Hélène BOLLE, pharmacien biologiste,

Pour des actes de biochimie, immunologie, bactériologie, hématologie, parasitologie et mycologie, prélèvements sanguins.

**Art. 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Art. 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à : Madame Marie-Hélène BOLLE ; SELARL « Laboratoire du Vieux-Moulin » ; Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie, Monsieur le Maire de Frouard, Monsieur le Maire d'Essey-lès-Nancy, Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens, Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY, Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY, Monsieur le Directeur des Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 29 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Le directeur adjoint,

Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 843/07 du 3 décembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral « LABORATOIRE DU VIEUX MOULIN » agréée sous le n° 12 - Autorisation n° 54-69 - Autorisation n° 54-81**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 1 de l'arrêté modifié du 6 octobre 1995 portant autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de SELARL « Laboratoire du Vieux Moulin », agréée sous le n° 12, est modifié comme suit :

Raison sociale : SELCA Laboratoire du Vieux Moulin  
89 rue de l'Hôtel de Ville  
54390 FROUARD

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale du Vieux Moulin  
89 rue de l'Hôtel de Ville  
54390 FROUARD

Autorisation n° 54-69

Directeur : Madame Françoise CHEF, pharmacien biologiste

Laboratoire d'analyses de biologie médicale du Grémillon

Rue Mère Térèse

ZAC Saint Pie X

54270 ESSEY-LES-NANCY

Autorisation n° 54-81

Directeur : Madame Marie-Hélène BOLLE, pharmacien biologiste

Gérants :

Madame Françoise CHEF, associée professionnelle

Madame Marie-Hélène BOLLE, associée professionnelle

Objet de la société :

La société a pour objet l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à : Madame Françoise CHEF ; Madame Marie-Hélène BOLLE ; SELCA Laboratoire du Vieux Moulin ; Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ; Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ; Monsieur le Maire de Frouard ; Monsieur le Maire d'Essey-lès-Nancy ; Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ; Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ; Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ; Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ; Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 3 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspecteur,  
Michèle HERIAT

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 889/07 du 17 décembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale « LABORATOIRE DU GREMILLON » - Autorisation n° 54-81**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 1 de l'arrêté modifié du 4 mars 2002, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-81, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 3 rue Mère Térèse, ZAC Saint Pie X à Essey-lès-Nancy (54270), est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale du Grémillon  
3 rue Mère Térèse  
ZAC Saint-Pie X  
54270 ESSEY-LES-NANCY

Exploité au sein de la SELCA « Laboratoire du Vieux Moulin »

Dont le siège social est situé 89 rue de l'Hôtel de Ville à Frouard (54390).

Directeur :

Madame Marie-Hélène BOLLE, pharmacien biologiste, habilitée à effectuer les actes de biochimie, immunologie, bactériologie, hématologie, parasitologie et mycologie, prélèvements sanguins.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à : Madame Marie-Hélène BOLLE ; SELCA « Laboratoire du Vieux-Moulin » ; Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ; Madame la

Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ; Monsieur le Maire de Essey ; Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ; Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ; Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy ; Monsieur le Directeur des Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 17 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspecteur,  
Michèle HERIAT

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 890/07 du 17 décembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale « LABORATOIRE DU VIEUX MOULIN » - Autorisation n° 54-69**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 1 de l'arrêté modifié du 6 octobre 1995, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-69, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 89 rue de l'Hôtel de Ville à Frouard (54390) est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale du Vieux Moulin  
89 rue de l'Hôtel de Ville  
54390 FROUARD

Exploité au sein de la SELCA « Laboratoire du Vieux Moulin »

Dont le siège social est situé 89 rue de l'Hôtel de Ville à Frouard (54390).

Directeur :

Madame Françoise CHEF, pharmacien biologiste, habilitée à effectuer les actes de biochimie, immunologie, bactériologie, hématologie, parasitologie, mycologie, virologie, prélèvements sanguins ;

Directeurs adjoints :

Mademoiselle Marie-José GREGOIRE, pharmacien biologiste,

Mademoiselle Christelle LEONARD, pharmacien biologiste,

Madame Marie-Bénédicte NICOLAS, pharmacien biologiste,

habilitées à effectuer les actes de biochimie, immunologie, bactériologie, hématologie, parasitologie et mycologie, virologie ;

Monsieur Gérard VALANTIN, médecin anatomo-pathologiste, habilité à effectuer les actes d'anatomie pathologique, de cytologie pathologique tendant à la recherche et à l'identification des affections malignes autres que les hémopathies malignes et les affections malignes des organes hématopoïétiques.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à : Madame Françoise CHEF ; Mademoiselle Marie-José GREGOIRE ; Mademoiselle Christelle LEONARD ; Madame Marie-Bénédicte NICOLAS ; Monsieur Gérard VALANTIN ; SELCA « Laboratoire du Vieux-Moulin » ; Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ; Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ; Monsieur le Maire de Frouard ; Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ; Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ; Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ; Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ; Monsieur le Directeur des Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 17 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspecteur,  
Michèle HERIAT

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 901/07 du 21 décembre 2007 portant inscription de la Société Civile Professionnelle d'Infirmiers et Infirmières DAVID – MERTZWEILLER – VERNADET sise 13 bis rue Rivolet à Lunéville (54300) - Inscription n° 54-07-42**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le dossier fourni est conforme ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La Société Civile Professionnelle d'Infirmiers et Infirmières DAVID – MERTZWEILLER - VERNADET est inscrite sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe-et-Moselle sous le numéro 54-07-042, pour une durée de quatre-vingt dix-neuf (99) années.

Raison sociale : Société Civile Professionnelle d'Infirmiers et Infirmières DAVID – MERTZWEILLER – VERNADET

Siège social : 13 bis rue Rivolet  
54300 LUNEVILLE

Associés co-gérants :

Mademoiselle Emelyne DAVID ;

Monsieur Eric MERTZWEILLER ;

Monsieur Arnaud VERNADET.

Art. 2 : Toute modification de la société sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérants, à la connaissance du Préfet.

**Art. 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à : Mademoiselle Emelyne DAVID ; Monsieur Eric MERTZWEILLER ; Monsieur Arnaud VERNADET ; Monsieur le Greffier du Tribunal de Commerce de Nancy ; Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ; Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy.

Nancy, le 21 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspecteur,  
Michèle HERIAT

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 5485 du 28 novembre 2007 autorisant la Société ORKYN' à Atton à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La Société ORKYN' est autorisée, à compter du 28 novembre 2007, pour son site de rattachement sis à ZAC d'Atton à ATTON (54700) à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical ;

**Art. 2 :** La présente autorisation est subordonnée aux conclusions du contrôle des conditions de fonctionnement qui sera réalisé le 5 décembre 2007 par le pharmacien inspecteur régional ;

**Art. 3 :** Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration ;

**Art. 4 :** Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

**Art. 5 :** Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

**Art. 6 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- Société ORKYN' ;
- Madame COLLIN ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens - Section D ;
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection de la Pharmacie).

Nancy, le 28 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 5619 du 14 décembre 2007 autorisant la Société AZ MEDICAL à Mont-Saint-Martin à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La Société AZ MEDICAL S.A.R.L. est autorisée, pour son site de rattachement sis 3 rue Alfred Labbé à Mont-Saint-Martin (54350), à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical ;

**Art. 2 :** Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration ;

**Art. 3 :** Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

**Art. 4 :** Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

**Art. 5 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à Société AZ MEDICAL S.A.R.L., Monsieur Jean-François SZTUKA, Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens - Section D, Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection de la Pharmacie).

Nancy, le 14 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Service cohésion sociale*

**Extrait de l'arrêté n° 5271 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale – Foyer de la Libération – géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	182 000	1 321 800,34
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	921 754,34	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	218 046	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	962 908,34	1 321 800,34
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	285 879	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	73 013	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.A.S.A. est fixée à 962 908,34 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 80 242,36 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.A.S.A. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5311 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'adaptation à la vie active géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	25 938	477 783
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	395 975	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	55 870	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	460 754	477 783
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	4 829	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	12 200	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association A.L.A.S.A. est fixée à 460 754 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 38 396,17 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co

n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.A.S.A. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5312 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	48 500	348 798,61
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	218 990,08	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	81 308,53	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	309 120,35	348 798,61
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	39 678,26	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 309 120,35 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 25 760,03 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5313 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Point d'accueil et d'urgence sociale de Briey géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du point d'accueil et d'urgence sociale de Briey sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
--	----------------------	-------------------	----------------

Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 400	230 288,77
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	193 804,77	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	26 084	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	230 288,77	230 288,77
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Briey géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 230 288,77 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 19 190,73 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5314 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 527	256 549,52
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	227 009,52	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	19 013	
	Déficit 2004 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	245 437,71	256 549,52
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	11 111,81	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent 2004 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 245 437,71 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 20 453,14 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co



n° 71 – 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5315 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales des centres d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	535 127	4 565 565
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	3 247 585	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	782 853	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	4 150 482	4 565 565
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	354 679	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	60 404	
	Excédent 2005 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association A.R.S. est fixée à 4 150 482 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 345 873,50 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire des établissements concernés.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5316 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale – Foyer de Jeunes géré par l'association Clair Logis**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	63 000	407 787,61
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	252 787,61	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	92 000	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	405 732,61	407 787,61
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 722	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	333	
	Excédent 2005 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Clair Logis est fixée à 405 732,61 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 33 811,05 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 – 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association Clair Logis gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5317 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	178 520	1 843 722,42
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 144 202,42	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	521 000	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	1 636 502,42	1 843 722,42
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	178 574	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	28 646	
	Excédent 2005 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy est fixée à 1 636 502,42 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 136 375,20 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Grand Sauvoys gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5318 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoys**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	35 500	1 106 738,91
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	893 068,91	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	178 170	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	1 094 518,91	1 106 738,91
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	12 220	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoys est fixée à 1 094 518,91 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 91 209,91 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Grand Sauvoys gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5319 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALLETTE » géré par l'association Le Gîte Familial**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	174 000	959 807
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	650 807	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	135 000	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	900 324,72	959 807
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	43 336	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	16 146,28	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à 900 324,72 à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 75 027,06 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5320 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'adaptation à la vie active « Ateliers 18 » géré par l'association Le Gîte Familial**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 739	512 105
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	435 872	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	52 494	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	467 466	512 105
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	11 646	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	32 993	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à 467 466 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 38 955,50 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des

versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5321 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (A.S.L.O.R.A.L.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 500	409 958,94
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	289 258,94	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	80 200	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	345 452,94	409 958,94
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	49 000	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	15 506	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.S.L.O.R.A.L. est fixée à 345 452,94 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 28 787,75 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.S.L.O.R.A.L. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5322 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (C.E.F.R.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	47 507	581 602
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	340 725	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	193 370	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	539 960	581 602
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	22 041	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	19 601	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association C.E.F.R. est fixée à 539 960 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 44 996,67 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association C.E.F.R. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5346 du 24 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Service ANTIGONE géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** A compter de la date d'autorisation de fonctionnement du service ANTIGONE en qualité de centre d'hébergement de réinsertion sociale, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du service sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 476	51 496
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	37 091	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	11 929	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	47 800	51 496
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	583	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	3 113	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** La dotation globale du service ANTIGONE géré par l'association A.R.S. est fixée à 47 800 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 6 828,57 euros.

**Art. 3 :** Il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> juin au 31 octobre 2007 sur la base du tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire des établissements concernés.

**Art. 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5511 du 26 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5322 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (C.E.F.R.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 5322 du 18 octobre 2007 sont modifiés comme suit :

« **Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise du résultat de l'exercice 2005 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	47 507	602 585
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	352 425 dont 11 700 de crédits non reconductibles	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	193 370	
	Déficit 2005 repris	9 283	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	560 943	602 585
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	22 041	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	19 601	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association C.E.F.R. est fixée à 560 943 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 46 745,25 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 45 770,25 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5521 du 26 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5314 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'Association pour un Lien Social et des Espace Solidaires (A.L.I.S.E.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 5314 du 18 octobre 2007 sont modifiés comme suit :

« **Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale

intégrant la reprise du résultat de l'exercice 2005 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 527	256 549,52
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	227 009,52	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	19 013	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	240 233,02	256 549,52
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	11 111,81	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent 2005 repris	5 204,69	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 240 233,02 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 20 019,42 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5522 du 26 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5313 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Point d'accueil et d'urgence sociale de Briey géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 5313 du 18 octobre 2007 sont modifiés comme suit :

« **Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise du résultat de l'exercice 2005 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 400	230 288,77
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	193 804,77	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	26 084	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	229 673,75	230 288,77
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent 2005 repris	615,02	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 229 673,75 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 19 139,48 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5523 du 26 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5316 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale – Foyer de Jeunes – géré par l'association Clair Logis**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 5316 du 18 octobre 2007 sont modifiés comme suit :

« **Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise du résultat de l'exercice 2005 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	63 000	426 288,70
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	252 787,61	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	110 169 dont 18 169 de crédits non reconductibles	
	Déficit 2005 repris	332,09	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	424 233,70	426 288,70
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 722	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	333	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association CLAIR LOGIS est fixée à 424 233,70 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007. En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 35 352,81 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 33 838,72 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5546 du 29 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5271 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale – Foyer de la Libération – géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 5271 du 18 octobre 2007 sont modifiés comme suit :

« **Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise du résultat de l'exercice 2005 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	182 000	1 321 800,34
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	921 754,34	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	218 046	
	Déficit 2005 repris	-	

Recettes	Groupe I : produits de la tarification	945 526,99	1 321 800,34
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	285 879	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	73 013	
	Excédent 2005 repris	17 381,35	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.A.S.A. est fixée à 945 526,99 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 78 793,92 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5551 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5315 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 5315 du 18 octobre 2007 sont modifiés comme suit :

« **Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales des centres d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	537 127	4 646 901,73
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	3 317 131 dont 42 275 de crédits non reconductibles	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	792 643,73 dont 8 880,73 de crédits non reconductibles	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	4 231 818,73	4 646 901,73
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	354 679	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	60 404	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association ARS est fixée à 4 231 818,73 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 352 651,56 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 348 388,58€.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5561 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5321 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (A.S.L.O.R.A.L.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 5321 du 18 octobre 2007 sont modifiés comme suit :

« **Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 500	410 708,94
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	289 258,94	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	80 950 dont 750 de crédits non reconductibles	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	346 202,94	410 708,94
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	49 000	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	15 506	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association ASLORAL est fixée à 346 202,94 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 28 850,25 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 28 787,75 euros.

**Art. 3** : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5562 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5317 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 5317 du 18 octobre 2007 sont modifiés comme suit :

« **Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	178 520	1 869 365,10
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 163 007,10 dont 18 804,68 de crédits non reconductibles	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	527 838 dont 6 838 de crédits non reconductibles	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	1 662 145,10	1 869 365,10
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	178 574	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	28 646	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy est fixée à 1 662 145,10 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 138 512,09 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 136 375,20 euros.

**Art. 3** : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5563 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5318 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 5318 du 18 octobre 2007 sont modifiés comme suit :

« **Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	35 500	1 172 538,57
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	917 884,57 dont 24 815,66 de crédits non reconductibles	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	219 154 dont 40 984 de crédits non reconductibles	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	1 160 318,57	1 172 538,57
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	12 220	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy est fixée à 1 160 318,57 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 96 693,21 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 91 209,91 euros.

**Art. 3** : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5564 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5319 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALETTE » géré par l'association Le Gîte Familial**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 5319 du 18 octobre 2007 sont modifiés comme suit :

« **Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise du résultat de l'exercice 2005 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	174 000	997 085,81
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	650 807	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	172 278,81 dont 37 278,81 de crédits non reconductibles	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	923 608,57	997 085,81
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	43 336	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	16 146,28	
	Excédent 2005 repris	13 994,96	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à 923 608,57 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007. En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 76 967,38 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 73 860,81€.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 5565 du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté n° 5320 du 18 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat – Centre d'adaptation à la vie active « Ateliers 18 » géré par l'association Le Gîte Familial**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 5320 du 18 octobre 2007 sont modifiés comme suit :

« **Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active intégrant la reprise du résultat de l'exercice 2005 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 739	575 252,68
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	435 872	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	545 454,46 dont 33 349,46 de crédits non reconductibles	
	Déficit 2005 repris	29 798,22	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	530 613,68	575 252,68
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	11 646	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	32 993	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à 530 613,68 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 44 217,81 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 41 438,68€.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'Arrêté n° 5628 du 10 décembre 2007 fixant pour l'année 2007 la dotation globale de financement de la structure « Lits Halte Soins Santé » gérée par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales de la structure « Lits halte soins santé » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 019	357 654,51
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	273 389,38	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	45 246,13	
	Déficit 2005 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	337 008	357 654,51
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	20 646,51	
	Excédent 2005 repris	-	

**Art. 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement de la structure « Lits halte soins santé » gérée par l'association A.R.S. est fixée à 337 008 euros.

La fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 28 084 euros.

**Art. 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 – 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6 :** Le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

Service solidarité autonomie

**Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5335 du 7 décembre 2007 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Royaumeix**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'association « Le Toulouais-Nord Familial » dont le siège est situé 11 rue Carnot – 54200 Royaumeix est autorisée à augmenter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile de 4 places pour personnes âgées, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

**Art. 2 :** La capacité globale du service de soins à domicile est de 40 places pour personnes âgées.

**Art. 3 :** Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

**Art. 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière 54036 Nancy cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de

l'association « Le Toulinois-Nord Familial » dont le siège est situé 11 rue Carnot – 54200 ROYAUMEIX.

Nancy, le 7 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5465 du 7 décembre 2007 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : L'association d'aide et services aux personnes âgées d'Haroué et environs (ASAPA) dont le siège est situé 7 rue du Général Pouget – 54740 Haroué est autorisée à augmenter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile de 11 places pour personnes âgées, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

**Art. 2** : La capacité globale du service de soins à domicile est de 33 places pour personnes âgées.

**Art. 3** : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

**Art. 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière 54036 Nancy cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**Art. 5** : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'association d'aide et services aux personnes âgées d'Haroué et environs (ASAPA) dont le siège est situé 7 rue du Général Pouget – 54740 Haroué.

Nancy, le 7 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5526 du 26 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royaumeix**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Centre Brancion" - 11 Rue Carnot – 54200 ROYAUMEIX  
N° FINESS : 54001 898 3

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 901,00	586 664,44
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	507 227,54	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	14 401,12	
	Déficit reporté	63 134,78	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	586 664,44	586 664,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

**Art. 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 63 134,78 euros de déficit.

**Art. 3** : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX est fixée à 586 664,44 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,70 €

GIR 3 et 4 : 24,45 €

GIR 5 et 6 : 19,20 €

**Art. 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX.

Nancy, le 26 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5527 du 26 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée à but non lucratif La Verrière à Villers-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite La Verrière - 6 bis rue Albert 1<sup>er</sup> - 54600 VILLERS LES NANCY  
N° FINESS : 54001 897 5

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 250,00	343 886,38
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	334 977,38	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 659,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	343 886,38	343 886,38
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

**Art. 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3** : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS LES NANCY est fixée à 343 886,38 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,88 €

GIR 3 et 4 : 17,00 €

GIR 5 et 6 : 11,12 €

**Art. 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Verrière » de VILLERS-LES-NANCY.

Nancy, le 26 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5528 du 26 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Bayon**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 23 Grande Rue – 54290 BAYON  
N° FINESS : 54 000 313 4

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 724,22	1 600 244,84
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 542 718,87	



Recettes	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	36 504,42	1 600 244,84
	Déficit reporté	11 297,33	
	Groupe I Produits de la tarification	1 600 244,84	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 11 297,33 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison "Saint Charles" de BAYON est fixée à 1 600 244,84 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 38,67 €

GIR 3 et 4 : 28,458 €

GIR 5 et 6 : 18,24 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON.

Nancy, le 26 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5548 du 29 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Beau-Site" d'Haroué**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "BEAU-SITE" à HAROUÉ - N° FINESS : 54000 320 9 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	171 144,86	694 056,29
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	516 706,30	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	6 205,13	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	694 056,29	694 056,29
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite « Beau Site » d'HAROUÉ est fixée à 755 357,29 euros dont 61 301 euros de contribution de l'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,24 €

GIR 3 et 4 : 21,29 €

GIR 5 et 6 : 16,34 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Beau Site » d'HAROUÉ.

Nancy, le 29 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5549 du 29 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame de Bon Repos" de Maxéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Dame de Bon Repos" – 34 rue du Général Leclerc – BP 50 – 54 320 MAXEVILLE - N° FINESS : 54000 316 7

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 294,41	1 525 828,18
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 375 833,21	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 555,61	
	Déficit reporté	111 144,95	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 525 828,18	1 525 828,18
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 110 144,95 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison "Notre Dame de Bon Repos" de MAXEVILLE est fixée à 1 525 828,18 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 38,70 €

GIR 3 et 4 : 30,05 €

GIR 5 et 6 : 21,39 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Dame de Bon Repos" de MAXEVILLE.

Nancy, le 29 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5611 du 3 décembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée à but non lucratif La Verrière à Villers-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite La Verrière - 6 bis rue Albert 1<sup>er</sup> - 54600 VILLERS LES NANCY N° FINESS : 54001 897 5

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 250,00	373 386,38
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	364 477,38	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 659,00	
	Déficit reporté		

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	373 386,38	373 386,38
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS LES NANCY est fixée à 373 386,38 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,88 €

GIR 3 et 4 : 17,00 €

GIR 5 et 6 : 11,12 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interjuge de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Verrière » de VILLERS-LES-NANCY.

Nancy, le 3 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice hors classe,  
Brigitte DEMPT

**Direction départementale de l'agriculture et de la forêt**  
**Service économie agricole et aménagement foncier**

**Extrait de l'arrêté n° 07/360/DDAF/REMBT du 10 décembre 2007 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Bouxières-sous-Froidmont**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections suivantes :

Territoire de la commune de BOUXIERES SOUS FROIDMONT

Sections ZM – ZN – ZO – ZP – ZL – ZH – ZI – ZK – ZR

Territoire de la commune de LESMENILS

Sections ZO – ZN – ZP

Territoire de la commune de CHEMINOT (Moselle)

Sections 9 - 10

Art. 2 : Le plan désigné à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sera déposé en Mairie de BOUXIERES SOUS FROIDMONT le 18 Décembre 2007. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de NANCY et au Livre Foncier de METZ, le Procès-Verbal de remembrement.

Art. 3 : L'association foncière et les communes de BOUXIERES SOUS FROIDMONT, LESMENILS et CHEMINOT sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Durant les travaux de renaturation de lit mineur du ruisseau et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
  - . par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
  - . par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers ;
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire.
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité,

Après les travaux :

- dans les trois mois après l'achèvement du chantier le maître d'ouvrage transmettra au service police de l'eau le compte-rendu de chantier des travaux de traversée et le plan de récolement des travaux réalisés.

Toutefois, les travaux ne doivent pas :

- être un obstacle à l'écoulement des crues. Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau, voire à dégager le lit du cours d'eau ;
- être un obstacle à la continuité écologique,

- modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur du cours d'eau,
- avoir un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique,
- détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens.

Lors du démarrage de ces travaux, l'information de démarrage du chantier sera transmise au préalable au chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 4 : RECOURS**

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

**Art. 5 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de BOUXIERES SOUS FROIDMONT, les maires de LESMENILS et CHEMINOT (Moselle), le colonel du groupement de gendarmerie, le président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal des départements de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle, au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique et au directeur du réseau de France.

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté n° 07/361/DDAF/REMBT du 10 décembre 2007 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Boncourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de BONCOURT

Sections ZA – ZB – ZC – ZD – ZE – ZH – ZI

Territoire de la commune d' ABBEVILLE LES CONFLANS

Section YA

Territoire de la commune de CONFLANS EN JARNISY

Sections YA – ZM

Art. 2 : Le plan désigné à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sera déposé en Mairie de BONCOURT le 20 décembre 2007. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de BRIEY, le Procès-Verbal de remembrement.

Art. 3 : L'association foncière et les communes de BONCOURT, ABBEVILLE LES CONFLANS et CONFLANS EN JARNISY sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Durant les travaux de renaturation de lit mineur du ruisseau des goulottes et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
  - . par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
  - . par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers ;
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire.
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité,

Après les travaux :

- dans les trois mois après l'achèvement du chantier le maître d'ouvrage transmettra au service police de l'eau le compte-rendu de chantier des travaux de traversée et le plan de récolement des travaux réalisés.

Toutefois, les travaux ne doivent pas :

- être un obstacle à l'écoulement des crues. Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau, voire à dégager le lit du cours d'eau ;
- être un obstacle à la continuité écologique,
- modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur du cours d'eau,
- avoir un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique,
- détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens.

Lors du démarrage de ces travaux, l'information de démarrage du chantier sera transmise au préalable au chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle.

#### Art. 4 : RECOURS

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

#### Art. 5 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous préfet de l'arrondissement de BRIEY, le maire de BONCOURT, les maires de ABBEVILLE LES CONFLANS et CONFLANS EN JARNISY, le colonel du groupement de gendarmerie, le président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle, au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

### Extrait de l'arrêté n° 07/364 du 7 décembre 2007 relatif à la mise en œuvre de la prime herbagère agroenvironnementale 2

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

##### Art. 1<sup>er</sup> : présentation du dispositif

En application de l'article 36 a) iv) du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005, un engagement dans des mesures agroenvironnementales visant à une gestion extensive des prairies peut être demandé par les exploitants agricoles dont le siège d'exploitation est situé dans le département de Meurthe-et-Moselle. L'engagement juridique interviendra dans la limite des crédits affectés à ce dispositif.

Les cahiers des charges de ces mesures figurent dans les notices explicatives en annexe de la présente circulaire.

L'ensemble de ces mesures forme le dispositif nommé « prime herbagère agroenvironnementale 2 » (PHAE2).

##### Art. 2 : conditions d'éligibilité

Seuls peuvent solliciter une PHAE2 les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes :

- Appartenir à l'une des catégories suivantes :

- . personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, âgées de dix-huit ans au moins et de moins de soixante ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la demande ;
- . les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions de l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitant réponde aux conditions relatives aux personnes physiques ;
- . les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural ;

- Etre à jour auprès de l'agence de l'eau, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la demande d'engagement, du paiement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique au titre de l'article L213-10-2 du code de l'environnement ou de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau au titre de l'article L213-10-9 du code de l'environnement, s'ils sont assujettis à l'une ou l'autre de ces redevances.

- Avoir déposé une demande d'engagement et un dossier de déclaration de surfaces réputées recevables.

- Appartenir à au-moins une des catégories suivantes :

- . titulaires d'un contrat territorial d'exploitation (CTE) herbagers comprenant une mesure 19.03, 20.01 ou 20.02, échu en 2007, ayant bénéficié auparavant d'une prime au maintien des systèmes d'élevage extensif (PMSEE)
- . titulaires d'un CTE ovins (CTE conclu par un éleveur ovien et comprenant une mesure 19.03, 20.01 ou 20.02) échu en 2007
- . agriculteurs installés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 avec le bénéfice d'une dotation jeune agriculteur

Par ailleurs, l'exploitation doit respecter les critères suivants :

- le taux de spécialisation herbagère, calculé conformément aux instructions ministérielles, est supérieur ou égal à 75 %
- le chargement, calculé conformément aux instructions ministérielles, est compris entre 0,35 et 1,4 UGB par hectare.

##### Art. 3 : engagements généraux

Par le dépôt de sa demande, le souscripteur s'engage, sous réserve que sa demande soit acceptée par un engagement juridique, durant 5 ans à compter du 15 mai 2007 :

- à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ainsi que les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;
- à ne pas diminuer la surface totale engagée dans le dispositif, sauf à transmettre les engagements souscrits à un repreneur éligible susceptible de les poursuivre jusqu'à leur terme ;
- à respecter, sur l'ensemble des surfaces concernées, le cahier des charges décrit dans la notice explicative figurant en annexe ;

- à adresser chaque année une déclaration annuelle de respect des engagements ainsi que les documents dont la liste est fixée par instruction ministérielle ;

- à conserver l'ensemble de ces documents sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant quatre ans après la fin de l'engagement ;

- à signaler au préfet toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;

- à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles ;

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

##### Art. 4 : rémunération de l'engagement

Le montant des mesures que peut solliciter un demandeur individuel est de 76 euros par hectare engagé dans la mesure PHAE2.

Lorsque des surfaces situées dans un autre département que le département de Meurthe-et-Moselle sont engagées en PHAE2, le montant unitaire versé en contrepartie de l'engagement de ces surfaces sera celui défini dans le département en question pour la mesure souscrite.

Le total des aides versées à une exploitation dont le siège est situé dans le département de Meurthe-et-Moselle au titre de la PHAE2, de la PHAE et des actions de type 1903, 2001, 2002 souscrites dans le cadre d'un CTE ou d'un CAD ne pourra dépasser 7 600 euros par an. En conséquence, aucun engagement qui conduirait, une année au moins, à dépasser ce montant ne pourra être accepté.

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun résultant de la fusion d'exploitations autonomes préexistantes, le montant maximum des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite du nombre d'associés éligibles et dans la limite maximale de trois.

Les engagements dont la contrepartie financière annuelle serait inférieure à 300 euros ne seront pas acceptés.

Chaque engagement fera l'objet d'une décision préfectorale. Après avoir pris connaissance des modalités financières définitives, le demandeur pourra renoncer en 2007 à son engagement sans pénalités, dans un délai de 15 jours.

##### Art. 5 : précisions sur le cahier des charges

Les pelouses calcaires, les prairies permanentes situées en zone inondable (cartographie communale disponible en mairie) et les prairies permanentes disposant au minimum de 15 espèces floristiques différentes présentent un intérêt particulier pour la préservation de la biodiversité des exploitations agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Ces surfaces peuvent donc être comptabilisées dans le cadre des obligations de détention minimale d'éléments de biodiversité, mentionnées dans le cahier des charges de la PHAE2, un hectare de ces surfaces correspondant à un hectare de surface de biodiversité.

##### Art. 6 : exécution et diffusion de l'arrêté

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt est chargé de l'application des dispositions du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une copie de l'arrêté sera transmise pour information aux délégué régional du CNASEA et au directeur régional de l'AUP.

Nancy, le 7 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

L'annexe est consultable à la DDAF – service économie agricole et aménagement foncier – 45, rue Ste Catherine – 54043 Nancy cedex

### Extrait de l'arrêté n° 2007/365 du 14 décembre 2007 définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle établies en application de l'article 8 du décret n° 2007-1705 du 3 décembre 2007 portant application du règlement (CE) n° 1782/2003 et modifiant le code rural

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

##### Art. 1<sup>er</sup> :

I. – Peut demander à bénéficier d'une dotation issue de la réserve au titre du programme « installation » un agriculteur qui répond aux critères d'accès définis au programme départemental précisés en annexe du présent arrêté.

II. – Le montant de la dotation avant application du 6 de l'article 42 du règlement (CE) n° 1782/2003 du 29 septembre 2003 susvisé et du deuxième alinéa de l'article 8 du décret n° 2007-1705 du 3 décembre 2007 susvisé est calculé suivant les modalités précisées en annexe du présent arrêté.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### Annexe

Intitulé : programme « installation »

Objet : revaloriser des portefeuilles de DPU dans le cas des dossiers d'installation.

Critères d'accès : installations aidées remplissant les conditions communes aux volets national et départemental (Cf. notice nationale).

Modalités de calcul de la dotation :

- Calcul du montant total d'aides directes de l'exploitation en première année d'installation (valeur du portefeuille de DPU + aides couplées surfaces + aides couplées animales),
- Calcul de l'écart entre :

- la valeur moyenne départementale des aides directes (découplées et couplées) par ha de surface admissible (329 €) multipliée par la surface admissible de l'exploitation
  - et le montant d'aides directes de l'exploitation,
  - La dotation est égale à l'écart plafonnée par la valeur moyenne départementale des DPU (règle nationale)
  - Dans le cas d'une installation en société, pour ne prendre en compte que l'associé nouvel installé, le montant de la dotation est divisé par le nombre d'associés.
  - Règles générales concernant le calcul :
    - Afin d'inciter à la signature de clauses, les valeurs de DPU du cédant du foncier seront systématiquement prises en compte dans le calcul de la dotation (que les clauses aient été réalisées ou non), sauf pour les clauses objectivement impossibles pour lesquelles la dotation au titre du programme national sera déduite de la dotation calculée.
    - Dans le cas d'une reprise d'exploitation lors de l'installation puis d'association, le calcul sera réalisé dans la situation la plus favorable (individuelle ou sociétaire) uniquement dans le cas des GAEC bénéficiant d'une transparence supplémentaire.
    - Le plafonnement par associé dans le cas des sociétés pourra être modulable en fonction des disponibilités de la réserve.
    - Si le total des dotations calculées est supérieur à la réserve disponible, un stabilisateur est appliqué (dotation finale = dotation calculée x disponibilités de la réserve / total des dotations calculées).
- Modalités d'incorporation de la dotation :
- ☐ couverture de toute la surface admissible (type « programme complémentaire »)
  - ☐ création de nouveaux DPU en nombre et valeur prédéfinis (type « arrachage »)
  - ☒ création de nouveaux DPU et revalorisation des DPU détenus (type « installation »)

*Service forêt, environnement et développement rural*

**Extrait de l'arrêté n° 2007/367 du 11 décembre 2007 prononçant une distraction du régime forestier - Centre hospitalier universitaire de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Il est fait distraction du régime forestier des parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de parcelle	Lieudit		
Centre Paul Spillmann	C	551	le sanatorium	2,1090	Lay-Saint-Christophe
Centre Paul Spillmann	C	556	le sanatorium	0,1325	Lay-Saint-Christophe
Centre Paul Spillmann	C	557	le sanatorium	4,1730	Lay-Saint-Christophe

Sous réserve de l'application par le nouveau propriétaire d'un règlement type de gestion visant à la gestion durable de ces espaces et à recourir par contrat aux conseils en gestion d'un expert forestier agréé ou de l'Office national des forêts.

**Art. 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Décision du 18 décembre 2007 de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles, fixant la troisième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier pour la campagne 2007**

Lors de la séance du 18 décembre 2007, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2007 :

Barème d'indemnisation (3<sup>ème</sup> partie)

Tournesol	Maïs grain	Maïs ensilage	Betterave
43,20	17,60	3,40	2,98

Nancy, le 18 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

*Service ingénierie - eau*

**Extrait de l'arrêté n° SIE-12-2007/DDAF/001 du 17 décembre 2007 portant établissement de servitudes sur fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'assainissement sur le territoire de la commune de Lupcourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le Commissaire-Enquêteur a émis des conclusions favorables à l'exécution du projet

Considérant que dans le cadre du projet d'assainissement de la commune de LUPCOURT la collectivité doit procéder à la pose de canalisations publiques d'assainissement pour permettre le raccordement du lotissement St Hilaire sur la canalisation de transfert permettant l'acheminement des eaux collectées vers la station d'épuration.

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : La commune de LUPCOURT est autorisée :

- à enfoncer des canalisations publiques dans une bande de terrain de trois mètres d'emprise maximum, une hauteur minimale de 0.60 m étant respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol,
- à essarter dans la bande de terrain ci-dessus les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien de la canalisation,
- à accéder aux terrains dans lesquels la conduite est enfoncée ; les agents chargés du contrôle bénéficiant du même droit d'accès,
- à effectuer les travaux d'entretien et de réparations.

**Art. 2** : Les propriétaires et leurs ayants-droits devront s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement de la canalisation.

**Art. 3** : Les parcelles de terrain visées au plan et à l'état parcellaire ci-annexé sont grevées de servitude de passage en vue de l'établissement d'une canalisation d'eaux usées.

**Art. 4** : Le montant de l'indemnité due en raison de l'établissement de cette servitude sera fixé conformément aux dispositions en vigueur en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

**Art. 5** : La date de commencement des travaux sur les parcelles de terrain grevées d'une servitude sera portée à la connaissance des propriétaires huit jours au moins avant la date prévue pour le début des travaux, un état des lieux doit, si cela est nécessaire, être dressé contradictoirement en vue de la constatation éventuelle des dommages pouvant résulter des travaux. L'indemnisation des dommages résultant des travaux sera fixée à défaut d'accord amiable, par le Tribunal Administratif de NANCY.

**Art. 6** : Le présent arrêté sera affiché dans la commune de LUPCOURT selon les usages locaux. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par un procès-verbal dressé par le Maire.

L'arrêté sera en outre notifié par lettre recommandée avec accusé de réception aux propriétaires concernés par la servitude.

Au cas où un propriétaire intéressé ne pourrait être atteint, la notification est faite au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété ou, à défaut, au maire de la commune où se trouve celle-ci.

**Art. 7** : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le maire de la commune de LUPCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication et dont une ampliation sera adressée au directeur départemental de l'équipement.

Nancy, le 17 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Direction départementale de l'équipement  
Service aménagement, risques et urbanisme**

**Extrait de l'arrêté n° 10 DE 07 SARU/AJ du 26 novembre 2007 - Commune de Jaillon - Elargissement et aménagement de la route départementale n° 102 entre le carrefour sur le chemin rural dit "de la Croix" et "la Grande Rue" - Déclaration d'utilité publique**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Sont déclarés d'utilité publique les terrains à acquérir et les travaux à exécuter nécessaires à la réalisation de l'élargissement et de l'aménagement de la RD 102, sur le territoire de la commune de JAILLON, conformément aux dispositions du plan au 1/1000° annexé au présent arrêté.

**Art. 2** : La commune de JAILLON est autorisée à acquérir les immeubles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Art. 3** : Le document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique est joint au présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article L 11-1-1 du code de l'expropriation.

**Art. 4** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL et Monsieur le maire de JAILLON sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL
- Monsieur le maire de JAILLON
- Monsieur Jean-Pierre CALLAIS, commissaire enquêteur
- Monsieur le président du tribunal administratif de NANCY
- Madame la directrice des archives départementales
- Monsieur le directeur départemental de l'Equipement.

Nancy, le 26 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

Service de l'habitat

**Extrait de l'arrêté n° 07016/SHA-MC/DDE du 26 octobre 2007 portant approbation d'augmentation de capital de la SA EST HABITAT CONSTRUCTION par apports nouveaux**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Est approuvée, au titre de la législation sur les habitations à loyer modéré, l'augmentation de capital évoquée au procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 5 septembre 2007 annexé au présent arrêté ayant entraîné la rédaction suivante des statuts :

Le capital social est fixé à la somme de 8 600 000 € (huit millions six cent mille euros) ;

Il est divisé en 537 500 actions de 16 € chacune.

Art. 2 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la SOCIETE EST HABITAT CONSTRUCTION et publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 octobre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**AVIS ET COMMUNICATIONS****SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**Direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports**

**Liste des associations de Meurthe-et-Moselle ayant reçu l'agrément jeunesse et éducation populaire après avis de la commission départementale du 28 novembre 2007**

## Festiv'idées

5 rue du Pigea - Bosserville  
54510 Art-sur-Meurthe n° 54-2436

## Horizon 54

10 rue François Evrard  
54140 Jarville-la-Malgrange n° 54-2437

## Action Jeunesse interculturelle et solidaire

1 rue de la Côte  
54385 Domèvre-en-Haye n° 54-2438

## Planet'parents

18 avenue de la Libération  
54150 Avril n° 54-2439

## Association familles rurales de Blâmont et environs

39 grande rue  
54450 Amenoncourt n° 54-2440

## APAPA radio Fajet

47 rue Charles III  
54000 Nancy n° 54-2441

## Association SLOGA

37 avenue Carnot  
54130 Saint-Max n° 54-2442

Nancy, le 10 décembre 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports,  
Bernard FUSS

**AUTRES SERVICES****Centre psychothérapique de Nancy-Laxou**

**Avis de recrutement sans concours de 6 adjoints administratifs hospitaliers de 2<sup>e</sup> classe du 14 décembre 2007**

En application du décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 modifié par décret n° 2007-1184 du 3 août 2007 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière, le CPN de Laxou organise à partir du 1<sup>er</sup> mars 2008 un recrutement sans concours de 6 adjoints administratifs de 2<sup>e</sup> classe.

Conditions d'inscription :

Conditions générales :

Aucune condition de titres ou diplômes n'est exigée.

Dispositions particulières :

Conditions d'âge : suivant cas particulier.

La sélection des candidats est confiée à une commission et seuls ceux retenus par ladite commission seront convoqués à un entretien.

Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un CV détaillé précisant les formations suivies et les emplois occupés (en précisant la durée) est à adresser à :

Madame le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines  
Centre Psychothérapique de Nancy  
BP 11010

54521 LAXOU CEDEX

au plus tard deux mois à compter de la date de publication de cet avis, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou, le 14 décembre 2007

Pour le directeur,  
Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,  
I. CAILLIER

**Centre hospitalier de Verdun**

**Avis d'ouverture de concours sur titres de maîtres ouvriers du 27 décembre 2007**

Références : Décret 91-45 du 14 janvier 1991 modifié

Un concours sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Verdun afin de pourvoir 11 postes de MAITRES OUVRIERS :

## I. CONCOURS EXTERNES SUR TITRES :

. 3 postes en Cuisine

. 1 poste en Blanchisserie

. 1 poste en Désinfection

Les candidats doivent être âgés de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2007 et être en possession de :

- 2 C.A.P

OU - 1 B.E.P. et 1 C.A.P.

OU - 2 B.E.P.

OU - 2 Titres supérieurs ou équivalents

dans la spécialité Cuisine, Désinfection ou Blanchisserie

## II. CONCOURS INTERNES SUR TITRES :

. 6 postes (2 en Cuisine, 1 Nettoyage des locaux, 1 Menuiserie, 1 Maçonnerie, 1 Blanchisserie)

Les candidats doivent être Ouvriers Professionnels Qualifiés Titulaires, avoir 2 ans de services en qualité de stagiaires ou titulaires au 31 décembre 2006 et être en possession d'un CAP ou d'un BEP (ou d'un titre au moins équivalent) de l'option où ils exercent leurs fonctions (menuiserie, blanchisserie, entretien des locaux, cuisine, maçonnerie).

Les candidatures des agents remplissant les conditions ci-dessus doivent être adressées à la Direction des Ressources Humaines dans un délai d'un mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs accompagnées de :

## 1) Pour le concours externe :

- Une photocopie de la carte nationale d'identité
- Un extrait de casier judiciaire (ayant moins de trois mois de date)
- La copie ou les copies des diplômes demandés
- Le cas échéant, un état signalétique et des services militaires
- Un certificat médical délivré par un médecin agréé (liste sur demande à la DRH)

## 2) Pour le concours interne :

- Une attestation précisant qu'ils remplissent bien les conditions d'ancienneté de services au 31 décembre 2006
- La copie du diplôme demandé

Verdun, le 27 décembre 2007

Pour le directeur adjoint  
chargé des ressources humaines,  
L'attachée d'administration,  
J. AMAR

**Maternité régionale de Nancy**

**Avis de concours interne sur titres de maître ouvrier du 20 décembre 2007**

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié par le décret 2006-224 du 24 février 2006 et par le décret 2007-1185 du 3 août 2007, un concours interne sur titres de maître ouvrier aura lieu à la Maternité Régionale de Nancy en vue de pourvoir deux postes de maître ouvrier à partir du 1 février 2008 dans la spécialité suivante :

- Blanchisserie

Peuvent faire acte de candidature à ce concours les ouvriers professionnels qualifiés titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle ou d'un brevet d'études professionnelles ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs.

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat de la Direction des Ressources Humaines au plus tard le 31 janvier 2008.

Les demandes devront comporter un curriculum vitae, une attestation d'activité de l'employeur, la copie d'un des diplômes sus-cités.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE DE NANCY  
Direction des Ressources Humaines – concours maître ouvrier  
10, rue du Docteur Heydenreich  
CS 74213  
54 042 NANCY cédex

Nancy, le 20 décembre 2007

Le directeur,  
Bruno CARRIERE

